



HANTIER(S)



Raul Castro et Nicolas Maduro: L'Amérique révolutionnaire va de l'avant!

JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES
— pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire —

Trimestriel - Prix du numéro: 1 Euro - Abonnement: 10 Euros pour 6 numéros - rassemblementcommuniste.org

FACE A LEUR FEUILLE DE ROUTE EURO-LIBERALE RESISTANCE, UNITE, OFFENSIVE!

EDITO

Une bataille décisive s'annonce. Les politiques euro-austéritaires et prédatrices contre nos retraites, c'est-à-dire une partie différée de notre paye, depuis 1993, 2003 et 2010, le préparaient : le « changement » lancé par Hollande, c'est la continuité ! Les sociaux-libéraux en écharpes tricolores qui avaient l'audace de manifester parfois dans les cortèges syndicaux contre la casse des retraites en 2010 (sous les sifflets des travailleurs bien souvent !) reprennent aujourd'hui sans honte les brides et le fouet du capitalisme moribond...

Sous le faux-nez de clown « socialiste », nous avons donc à résister à une nouvelle offensive du capital dont l'un des buts est de dépecer notre système solidaire par répartition. Comme Sarkozy, Hollande n'ose pas toucher à la forme du système lui-même, mais préfère poursuivre et accélérer son érosion en exonérant toujours plus les patrons et, parce que les pensions que nous percevrons ne suffiront plus à vivre, imposer implicitement à ceux qui le pourront les cotisations complémentaires privées, immense marché juteux convoité depuis si longtemps par le capital financier...

Nous ne pouvons le tolérer, et nous mettrons toutes nos forces dans cette bataille fondamentale, en organisant la riposte ! Car cette offensive du pouvoir PS-Verts va aussi avoir des conséquences tout aussi importantes sur le plan politique. Car si cette bataille est gagnée, le fossé déjà creusé entre la gauche antilibérale et le PS félon et social-traître continuera de s'élargir dans la conscience des travailleurs, sur la base de l'efficacité du travail militant concret, et les Forces antilibérales, autour du Front de Gauche, se lanceront armées et décidées dans la riposte politique contre l'UMPS et l'autre force que tente de faire

monter la bourgeoisie comme alternative patronale; le Front National fasciste.

Si au contraire nous perdons cette bataille, nous savons que la chute inéluctable des illusions sociales sur le PS au sein de l'électorat, pourra se traduire en dernière extrémité, par la montée au pouvoir de ce parti fasciste, uni à d'autres forces « présentables » issues de l'UMP ou appartenant à l'UMP...

Bien sur ils chercheront à nous diviser ! Nous connaissons leurs recettes ! Il faudra stigmatiser les « privilèges » des fonctionnaires, l'incompatibilité des systèmes de solidarité en temps de crise, la

sort comme par hasard un projet de loi d'interdiction du port du voile à l'université ! Quelle bonne recette pour polluer notre nécessaire unité face au capital !

Mais le social-libéralisme au pouvoir possède une deuxième flèche tout aussi destructrice et que nous ne pouvons ignorer : Comme le pouvoir UMP serviteur du même capital, il porte en lui la guerre. Après le retour des troupes coloniales au Nord Mali, au plus près des nappes de pétrole du Sahel et de ses ressources en uranium, voici Monsieur Hollande, flanqué des autres puissances impérialistes européennes et US, lancé dans une fuite en avant meurtrière contre l'Etat syrien, en armant des mercenaires terroristes d'une façon tellement flagrante, face aux médias, il fait mine de reculer !

Sur cette question aussi nous devons rester ferme, et refuser toute « ingérence humanitaire » (autre nom de la « pacification » française lors de sa colonie algérienne : tout étant une question de mot !) de la part des forces impérialistes dont nous connaissons bien les buts recherchés, et qui ne devraient plus tromper personne depuis les « armes de destruction massive » prétendues de Saddam...

Les enjeux politiques d'aujourd'hui sont considérables : Il nous faut développer des fronts dans toutes les directions pour résister et passer à la contre-offensive ! Front de Gauche antilibéral de résistance sociale, dans lequel nos cercles effectuent un travail de terrain pour lutter contre le fatalisme dans les quartiers populaires à travers différentes luttes locales ; front d'organisations luttant pour la reconstruction d'un véritable Parti Communiste dans ce pays, qui s'il existait devrait permettre la création d'un véritable Front Populaire contre les politiques d'austérité et le grand capital (cette reconstruction passe par des modes de rapprochement dont le plus intéressant et prometteur à nos yeux est celui des Assises du Communisme (tenues à la fin du mois de juin à Marseille et auxquelles le RCC a activement participé) ; front pour la sortie de l'Euro et de l'U.E., nécessaire pour assurer des politiques sociales alternatives aux diktats de Bruxelles, front contre les guerres impérialistes et pour la sortie de la France de l'OTAN... tous ces fronts étant bien sur complémentaires et inséparables.

Aujourd'hui plus que jamais, il est temps de prendre ses responsabilités politiques et d'agir ensemble contre nos ennemis de classe !



**DES MILITANTS CHEVRONNES...
AU SERVICE DU CAPITAL!**

corruption des grands syndicats collaborationnistes (qui se sont déjà illustrés en signant l'ANI, destructeur de droits pour les travailleurs, il y a quelques mois), ... Ils chercheront aussi à faire diversion : en 2003, pendant la première réforme des retraites Fillon, on lançait la loi d'interdiction du « voile islamique » à l'école, occasion de rassembler extrême droite, droite et une partie de la « gauche » obsessionnellement anticléricale contre un supposé « ennemi de l'intérieur » au sein même des masses laborieuses de France. En 2010, deuxième réforme contre les retraites sous Sarkozy : Nouvelle offensive avec la loi d'interdiction du « voile intégral »... Aujourd'hui, on nous

Au sommaire...

P2 - Retraites: une lutte de classe à grande échelle - **P3** - Fralib, Virgin, Sans Papiers, ... - **P6** - Antifascisme ou anticomunisme? - **P7** - L'UE et le démantèlement de l'Etat, un enjeu de classe - **P9** - Mali, Turquie, Brésil, Tunisie, Egypte, ... impérialisme et réveil des peuples - **P12** - Guerre impérialiste en Syrie - **P13** - *Latino-american way of life!* Le bolivariisme après Chavez... **P15** - La Corée du Nord doit être indépendante!

RETRAITES: Un combat général pour nos salaires contre le Capital!

A la suite du rapport Moreau publié fin juin 2013, le gouvernement annonce ses mesures concernant la réforme du système des retraites. Plusieurs pistes sont envisagées.

Tout d'abord, l'allongement de la durée de cotisation mais soi-disant sans recul de l'âge légal de départ à la retraite... En fait l'âge légal de départ restera à 62 ans mais il faudra 44 annuités pour partir à taux plein ! Donc à moins de commencer



à trimer à 18 ans sans interruption, personne ne pourra relever la tête à 62 ans, avec un monde du travail dévoyé, précarisé par l'accord MEDEFDT !!! Quant à l'apprenti qui aura débuté à 16 ans, il travaillera au moins jusqu'à 62 ans soit 46 annuités. L'arrivée sur le marché du travail se fait en moyenne à 23 ans en France. Le premier emploi stable est acquis aux environs de 30 ans. Au mieux, les jeunes générations pourront donc prétendre à une retraite à l'âge de 67 ans !! Mais dans quel état ? Les rapaces de toute sorte arguent que la hausse de l'espérance de vie implique logiquement une hausse du temps passé au travail. Mais quand on sait que l'espérance de vie en bonne santé est actuellement de 62,7 ans pour les hommes et que les ouvriers sont encore plus mal lotis que les autres catégories professionnelles, ceci est intolérable. Les travailleurs ont droit à une retraite digne, en bonne santé !

Puisqu'on parle de retraites, le rapport n'oublie pas les principaux intéressés : les retraités. Quoique, parfois, on préférerait que les suppôts du capital souffrent d'amnésie. Ainsi, le rapport prévoit une hausse de la CSG, avec alignement du taux sur celui des actifs et une désindexation des retraites par rapport à l'inflation !! Concrètement : le nombre de retraités obligés de conserver une activité salariée a déjà doublé entre 2006 et 2012 mais le gouvernement au service des banques et du capital préfère s'attaquer aux plus démunis qu'aux 6,4 milliards de profit de Total ou aux 10,6 milliards de BNP Paribas ! De plus, un certain nombre de retraités verront leur CSG alignée sur celle payée par les actifs. Ainsi, le financement des retraites ne sera pas adapté aux besoins mais le montant des pensions sera modulable en fonction des ressources. La courbe du pouvoir d'achat des retraités, en baisse constante depuis 1996 avec accélération en 2003, n'est pas prête de s'inverser !

Ensuite la réforme aborde bien entendu la question du financement. Aucune évocation de la retraite par capitalisation tant dans le rapport

Moreau que dans le projet du gouvernement. Ouf! on est soulagé : il resterait quelques valeurs de « gauche » à ce gouvernement de vendus ? Bon, on n'est pas naïf ! Décodons les propositions. Les deux alternatives explicitement proposées sont la hausse des cotisations et la hausse de la CSG. Cette seconde solution induit un glissement de la nature des retraites. Les pensions sont du salaire différé que nous doivent les patrons, d'où le système de cotisation pour l'abreuver. D'une rémunération fondée sur le travail on passerait donc à une rémunération fondée sur la solidarité nationale comme si la retraite était un privilège et non du salaire différé! Les capitalistes qui nous ont sucé jusqu'à la moelle en nous exploitant et en nous spoliant se trouvent ainsi dédouanés de notre dû ! La hausse des cotisations n'a pas le vent en poupe auprès d'un gouvernement qui vient d'accorder deux milliards d'euros de crédits-impôts aux entreprises ! Le gouvernement félon couple les attaques sociales avec les attaques idéologiques : si il casse l'idée que la retraite est du salaire différé au profit d'un don de la Nation qui entretient "généreusement ses vieux" alors la baisse des pensions en période de crise du capital serait plus facile à faire avaler!

Alors qu'en est-il de la retraite par capitalisation ? Eh bien, avec cette réforme qui va accélérer la baisse du pouvoir d'achat des retraités et l'allongement de la durée de cotisation, les fonds de pension ont de beaux jours devant eux... pour les travailleurs qui en ont les moyens ! Le travailleur qui voudra partir à la retraite avec un revenu lui permettant de subvenir à ses besoins n'aura d'autres solutions que d'y souscrire ! Voilà le gouvernement français dans les bottes de l'Union Européenne et de sa circulaire préconisant une part accrue de la capitalisation dans le système des retraites. Pour ceux qui en ont les moyens ! Pour les autres, la misère et la charité !

Quant à la considération dont bénéficieront les fonctionnaires, le plus grand flou règne. Le gouvernement affirme ne pas vouloir brusquer les fonctionnaires mais quelques pistes sont évoquées comme le passage des 6 derniers mois aux 10 dernières années avec intégration des primes dans le calcul des droits à la retraite, au nom de l'équité ! La seule équité est l'alignement sur le régime le plus favorable pour l'ensemble des travailleurs, privé comme public !

En fait, cette réforme ne fait que poursuivre la casse du système par répartition commencé sous Balladur en 1993.

Les profiteurs vautés dans leur richesse voudraient nous faire croire que la cinquième puissance économique mondiale, avec un PIB d'approximativement 2000 milliards de dollars, n'a pas les moyens de conserver un système instauré dans une France exsangue en 1945. Dans le même temps, le Venezuela et la Bolivie multiplient par 5 le nombre de pensionnés ou abaissent l'âge de la retraite à 58 ans !

Plus que jamais, laquais des banques et des compagnies d'assurance pourvoyeurs en fond de pension qui spéculent sans vergogne avec nos vies, le gouvernement a fait le choix de pousser insidieusement les travailleurs dans les méandres des fonds de pension ! Après avoir organisé la faillite du système par répartition, il tente de l'achever en favorisant le financement par l'impôt ! Les retraites sont du salaire différé, aux patrons de payer ! Seul le plein-emploi permettra d'augmenter l'assiette de prélèvement des cotisations pour une hausse des recettes ! Ce déficit n'est qu'un artifice provoqué par une politique au service du capital et du profit contre le travail : la nationalisation des entreprises qui licencient est une urgence sociale !

Face à cette nouvelle attaque de classe, une réponse d'envergure est nécessaire : les syndicats de collaboration de classe une fois de plus dans l'accompagnement de cette réforme, la CFDT et la CFTC, doivent être dépassés, écrasés par des mobilisations massives de l'ensemble des travailleurs. Retraités, actifs, fonctionnaires, travailleurs du privé doivent lutter tous ensemble pour une retraite digne en bonne santé ! Le gouvernement tente de minorer les conséquences de cette réforme sur le niveau de vie des travailleurs, actifs et retraités car il craint une réponse d'envergure ! Ne le décevons pas et refusons cette retraite des morts ! La mobilisation du 10 septembre doit marquer le début d'une lutte d'envergure du monde du travail!

FINI LA GALERE! 60 ANS A TAUX PLEIN!



ECHO DES LUTTES

Plus de 1000 jours de lutte des FRALIB contre la multinationale UNILEVER!
Maintenir la pression jusqu'à la victoire!

La lutte des ouvriers de Fralib qui fabriquent le célèbre thé *Eléphant* en Provence pour la marque Lipton (Unilever), est devenue emblématique des luttes de classe actuelles en France. Pendant ces trois dernières années, ils ont réussi à casser tous les PSE montés par Unilever et mené une lutte exemplaire pour la création d'une coopérative et le maintien des emplois sur place. Au dernier congrès de la CGT, les délégués Fralib ont ajouté à leur revendication « Unilever doit payer » un mot d'ordre général pour la nationalisation des entreprises qui délocalisent.

Cette année, les rassemblements ouvriers de nombreuses boîtes en lutte (plusieurs fois à Rueil Malmaison par exemple, au siège *GoodYear* par exemple il y a quelques mois) permettent des échanges très denses entre les ouvriers en lutte partout en France.

Des boîtes comme Pilpa (Carcassonne) ou Virgin prennent exemple sur la lutte emblématique des Fralib pour trouver les stratégies les plus justes et les plus efficaces...

Nous avons posé quelques questions à notre camarade Rim, ouvrière « fralibienne »

[retrouver un entretien vidéo plus complet sur notre site Internet]

Chantiers : 1000 jours de lutte: beaucoup de monde admirent votre courage et vous soutiennent. Quelles sont les différentes formes de soutien dont vous avez besoin pour continuer et vaincre à Fralib?



Le discours d'Olivier Leberquier (DS CGT) à l'occasion du « carrefour des luttes » sur le site de Fralib, qui invitait plusieurs dizaines de boîtes en lutte à la fin du mois de ce mois de juin

Rim : Je dirai que le courage on le trouve dans les rencontres avec les personnes qui viennent nous soutenir car peut être que celles-ci ne savent pas que leur présence nous renforce dans notre détermination et dans notre envie de nous indigner encore plus devant la situation dans laquelle on se trouve. Pour les formes de soutien : Le soutien moral, car lutter n'est pas facile tout les jours ! Le soutien du simple consommateur des produits qui réclame par écrit à notre patron Unilever que cette marque, le thé Elephant fabriqué dans notre usine Fralib, doit rester en France et boycotte les thés Lipton fabriqués hors de France. Pour une troisième forme de soutien, nous avons fait appel à la solidarité pour aider certains camarades qui ne perçoivent plus de salaires depuis quelques mois, malgré l'invalidation répétée du PSE d'Unilever. Participer à nos manifestations, je dirai que ce soutien là est le plus important ! Enfin, diffuser au plus grand nombre l'actualité de notre combat est un soutien important. Comme je dis souvent, ceux qui nous soutiennent deviennent des Fralibiens, et les Fralibiens sont toujours méritants.

Chantiers : Un débat traverse les partis et organisations de gauche anticapitaliste en ce moment: faut-il rester ou sortir de l'Europe et de l'Union Européenne? quel est ton point de vue par rapport aux intérêts de la classe ouvrière?

Rim : Pour moi l'Europe n'est pas celle des peuples, c'est celle d'intérêts individuels, donc je suis pour la sortie de celle-ci.

Comme elle est s'oppose aux peuples, les classes ouvrières y sont sacrifiées on le voit déjà dans les pays du sud de l'Europe.

Chantiers : le 26 juin, l'usine Fralib a accueilli à l'occasion des mille jours de sa lutte contre l'empire Unilever, des dizaines de boîtes en lutte venues de partout en France. Que tires-tu de cette expérience ?

Rim : Tout d'abord pour moi la journée de convergence fait grandir en moi l'espoir que les luttes

futures des entreprises en difficulté vont être plus importantes et plus impressionnantes que jamais, car on sait que le nombre fait la force, et depuis plusieurs décennies, le patronat à tout fait pour nous diviser : C'est à nous, ouvriers(res), salarié(es), de nous serrer les coudes car il faut qu'on se défende, face aux coups répétés et incessants contre le monde ouvrier dans ce pays. C'est à nous de tout faire pour reconquérir les droits qui nous ont été enlevés pour des raisons que nous savons fausses, car la crise n'est là que pour les



travailleurs, les précaires, car les riches sont de plus en plus riches selon plusieurs études, et ils continuent de faire de l'argent sur la misère.

La journée de convergence a démontré la détermination des salariés à vouloir défendre leur emploi coûte que coûte. Il y a eu aussi la présence de notre Fédération et de la Confédération CGT, ce qui renforce notre combat : Nous sommes soutenus par nos organisations syndicales. Cette journée a été forte en émotion car la solidarité a été et restera le maître-mot de cette journée.

Chantiers : Dans la foulée, vous avez lancé une action surprise en bloquant de nuit une plateforme de distribution Unilever à Dijon : Quelle signification donnes-tu à cette action ?

Rim : Nous voulons dire à Unilever que nous sommes toujours là, et qu'il faudra qu'ils fassent avec ! Soit ils viennent à la table des négociations, soit ils subiront nos actions surprises pour leur rappeler qu'ils ont encore des responsabilités envers les salariés, qu'ils doivent payer les salaires puisque le plan de licenciement est invalidé ! Donc nous sommes déterminés et notre combat est légitime : A eux de prendre les leçons du passé !

VIRGIN: Une lutte qui paye

Voici un mot du Cercle Communiste d'Alsace sur la lutte des Virgin Strasbourg, qui avec celle d'autres magasins Virgin en France, a forcé la direction à revoir leur plan de fermeture

Face à la mobilisation des salariés, les dirigeants ont été contraints de revoir les conditions du PSE. Ils accèdent aux revendications des salariés résistants et doublent le montant. Sur ces 15 millions d'euros, « 2,5 millions seront versés par l'actionnaire d'origine de l'enseigne, Butler Capital Partners, et le reste sera pris sur les fonds disponibles dans l'entreprise » a détaillé Karl Ghazi, délégué CGT. C'est donc bien une victoire qui est remportée sur la revendication. « L'occupation de huit magasins par les salariés de Virgin pendant dix jours a clairement été la clé de la résolution de ce conflit, qui a marqué les cinq derniers mois de l'aventure Virgin », explique le communiqué commun des syndicats (CFTC, CFE-CGC, CGT, FO et SUD).

Pour le CCA, cette victoire est porteuse d'espoir pour l'ensemble des travailleurs. Elle démontre qu'il est possible de faire plier les patrons. Cette victoire montre aussi que ce sont la détermination et l'union des salariés, les actions radicales (occupations) et le refus d'abaisser les revendications qui sont la clés du succès dans les luttes. Nous espérons que cette victoire soit une source d'inspiration pour tous les travailleurs. Nous saluons cette lutte victorieuse.

Même si nous pensons que se battre pour le montant du PSE limite la portée de la mobilisation, comme nous l'avions vu en 2010 quand les salariés de Surcouf Strasbourg s'étaient battus lors de la fermeture du magasins, notre soutien à leur lutte a été total. Quand les salariés réclament de meilleures conditions de départ, les patrons pensent alors avoir déjà (presque) tout gagné, car cela indique que la fermeture du magasin est intégrée par tous. Les patrons se sentent alors d'autant plus en position de force pour dégrader les conditions de départ des salariés. Il nous semble qu'il est toujours souhaitable d'appeler au maintien de l'emploi. Il est bien évident que cette critique n'a en rien entaché notre soutien aux salariés en lutte et que nous sommes fiers d'avoir, fort modestement, participé à leur victoire.

Le magasin de Marseille, géographiquement proche du site des Fralib de Gémenos, réfléchit à une stratégie de maintien de l'emploi via la création d'une SCOP, d'inspiration fralibienne ! Il faut bien sur souhaiter que ce projet aboutisse !



Après la grève de la faim de Noël 2012...

Sans-papiers de Lille : Que reste-t-il des promesses faites par la Préfecture du Nord ?

Dans notre numéro de février 2013 nous avons décrit la longue et épuisante grève de la faim que les sans-papiers de Lille avaient entamée au cours des mois de novembre et décembre 2012, l'attitude de la Préfecture de Lille avant et pendant la grève de la faim, exposé la proposition de sortie de crise faite le 11 janvier 2013 par la Préfecture et les engagements qu'elle avait promis de tenir.

Qu'en est-il aujourd'hui de la situation des sans-papiers et surtout des engagements de la Préfecture pris pendant la grève de la faim ?

Rappel des faits

On se souvient des conditions effroyables dans lesquelles les sans-papiers avaient été contraints par les pouvoirs publics et notamment la Préfecture de faire leur grève de la faim : dehors, dans le froid, sous la neige et la pluie.

Les grévistes, obligés de se réfugier dans des tentes prêtées par des associations ou des syndicats après avoir été expulsés par la police de deux églises : L'Eglise Réformée et l'Eglise Saint-Maurice, poursuivent leur grève de la faim dans des conditions extrêmement difficiles.

On se souvient également du jeu trouble de la Préfecture qui après avoir feint d'ignorer la grève de la faim pendant plusieurs semaines, feint ensuite d'être sensible au sort des grévistes et les disperse dans différents hôpitaux de la région, les isolant et les coupant de leurs soutiens, espérant ainsi les rendre invisibles, les démoraliser et les amener à arrêter leur grève de la faim. Dans un second temps elle tentera d'assimiler les grévistes à des SDF en leur faisant ouvrir des centres d'accueil et nier ainsi la réalité de la grève de la faim. Elle tentera enfin de discréditer les soutiens et leur porte-parole en les faisant passer pour des irresponsables et des jusqu'au-boutistes qui refusent le dialogue qu'elle essaie d'instaurer avec les grévistes et les sans-papiers.

Mais c'était sans compter sur le courage des sans-papiers ; en dépit de ces conditions effroyables, de l'omerta de la presse : aucune information ou presque sur la grève pendant près d'un mois, de l'indifférence et du silence de la mairie de Lille face à cette détresse humaine, ils ont fait preuve d'une détermination à toute épreuve, ont déjoué les pièges tendus par la préfecture, et ont poursuivi leur grève au mépris de leur santé jusqu'à ce que celle-ci entende leurs revendications à savoir le droit à une défense argumentée des dossiers et la régularisation de la liste des personnes portée par les grévistes de la faim.

La situation de Lille

Rappelons que la grève de la faim de novembre-décembre 2012 décidée en AG est l'ultime recours des sans-papiers face à l'attitude de la Préfecture; une Préfecture intransigeante, sourde aux revendications des sans-papiers, notamment celle portée par le CSP59 du droit à la défense argumentée des dossiers – droit qui avait été obtenu en 2004 dans le cadre des accords Delarue à l'issue d'une grève de la faim de 460 sans-papiers.

Après l'élection de Sarkozy, les accords Delarue sont remis en cause par le nouveau Préfet. Le CSP59 qui avec d'autres associations participait aux rencontres mensuelles de la Préfecture pour une défense argumentée des dossiers se voit priver de ce droit. Devant cette attaque, une nouvelle grève de la faim a lieu en 2007 et débouche sur la création de la CODRESE – commission examinant au cas par cas les demandes de régularisation - de laquelle est exclu le CSP59 pourtant seul collectif pouvant légitimement représenter les Sans-papiers.

En 2012 le gouvernement change, le Préfet change... mais rien ne change pour les sans-papiers et leur revendication du droit à la défense argumentée des dossiers...

La Préfecture refuse tout dialogue et demeure intransigeante. Les sans-papiers acculés décident alors la grève de la faim. C'est leur réponse à l'attitude de la Préfecture.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'aujourd'hui la Préfecture – loin des engagements qu'elle a pris lors de la grève de la faim – se joue encore une fois des Sans-papiers comme elle avait tenté de le faire pendant la grève de la faim.

Rappelons les promesses de la Préfecture

Dans son communiqué du 11 janvier, la Préfecture s'engageait à « un examen bienveillant des dossiers », « dès lors que les dossiers auront été déposés, un calendrier échelonné des examens et des réponses individuelles sera établi, en liaison avec les associations »

Aussi le CSP59 prenant acte que le **préfet prend en compte la grève de la faim à travers les expressions « calendrier échelonné, bienveillant, minimum de dossier » décide en assemblée générale de suspendre la grève de la faim considérant que « les autres engagements préfectoraux annoncés publiquement par communiqués sont acquis : et notamment « - le principe du droit de la défense argumentée des dossiers tous les mois au CSP59, ce que dit d'ailleurs la circulaire du 28 novembre 2012 et qui rappelons le, est à l'origine de cette grève de la faim ».**

Ainsi les grévistes en suspendant leur grève de la faim ont tenu leur engagement. Qu'en est-il de la Préfecture du Nord ? Quelles sont les avancées après six mois de « dialogue » avec la Préfecture ? Quelles sont les régularisations accordées après six mois de « bienveillance ».

Les faits parlent d'eux-mêmes. Depuis la suspension de la grève de la faim, sur une liste de 161 noms, seules 31 régularisations ont été annoncées : ce qui ne fait que 21 régularisations depuis la fin de la grève puisque 10 régularisations étaient déjà acquises pendant la grève de la faim.

84 refus de régularisations sont annoncés au mois de juillet – refus annoncés au titre de la circulaire Valls ! Qu'en est-il de la reconnaissance de la grève de la faim si les critères de la circulaire Valls sont appliqués ? En conclusion : 31 régularisations sur une liste de 161 noms depuis la fin de la grève de la faim 84 dossiers refusés et 40 dossiers en attente.

Quant à la « bienveillance » annoncée, elle s'exprime sans doute dans la possibilité offerte aux 84 sans-papiers non régularisés de représenter leur dossier dans le cadre de la CODRESE au cours des mois de septembre, octobre et novembre. Or si la Préfecture se réfère à la circulaire Valls, les Sans-papiers ont peu de chance d'obtenir une régularisation car seuls des éléments nouveaux, un changement de situation (mariage, contrat de travail, attaches familiales, présence de cinq années en France, fiches de salaire) peuvent modifier la décision. Quel changement aussi radical peut intervenir en un, deux mois ou trois mois ? Est-ce l'interprétation qu'il faut donner « au calendrier échelonné des régularisations » promis par La Préfecture.

Comme on peut s'en douter, les Sans-papiers s'estiment trompés et piégés : la Préfecture leur a tenu ces promesses pour leur

faire suspendre leur grève de la faim. Même constat pour la défense argumentée des dossiers. Au cours des premières rencontres avec la Préfecture pendant la grève de la faim, la défense argumentée des dossiers en préfecture était un engagement clair et sans ambiguïté de sa part. Ce droit jusqu'à maintenant est toujours refusé aux Sans-papiers de Lille alors que dans d'autres Préfectures, les collectifs de Sans-papiers participent aux rencontres et présentent la défense argumentée des dossiers.



Grève de la faim à Lille pendant l'hiver dernier...

Pourtant le 3 mai 2013 la Préfecture réitère dans un communiqué de presse l'engagement qu'elle avait pris le 11 janvier « d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine CODRESE le débat sur les conditions de l'élargissement de cette commission ». Mais des obstacles à chaque fois renouvelés sont opposés au CSP59 : le CSP59 doit se transformer en association, le CSP59 doit être coopté par une autre association de la CODRESE., les associations doivent se prononcer sur le statut juridique des associations pouvant participer à la CODRESE. Là encore, la Préfecture tient un double langage, feint le dialogue mais ne tient pas ses promesses. La parole de l'Etat encore une fois n'est pas respectée.

L'esprit de la circulaire Valls

L'attitude de la préfecture de Lille ne doit pas surprendre, elle est à l'image du gouvernement et des promesses trahies. Elle est en accord avec l'esprit, la philosophie de la circulaire Valls qui prétendait rompre avec les politiques précédentes, corriger les injustices des

lois et circulaires du gouvernement Sarkozy , en terminer avec l'arbitraire des préfetures.

Or loin de rompre avec les politiques précédentes, la circulaire Valls poursuit la même politique du chiffre, laisse aux préfets le même pouvoir de décision, le même arbitraire dans l'application des critères. Elle traite en effet tous les Sans-papiers comme des individus que les Préfets « peuvent » régulariser « à titre exceptionnel » en s'inspirant des critères proposés.

Ainsi, sous couvert d'un discours sur l'égalité de traitement dans les territoires, avec l'homogénéisation des critères de régularisation, la circulaire de Valls maintient la restriction des droits des personnes et les empêche d'accéder aux dispositifs de droit commun (santé, logement, éducation...).

Le GISTI (groupe d'information et de soutien aux immigré-e-s) rappelle le fait que ce texte n'est pas une « circulaire de régularisation des sans-papiers », comme elle a pu être abusivement présentée et que selon ses termes mêmes, la circulaire ne fait que « rappeler et clarifier les principes qui régissent les modalités de réception et de traitement des demandes d'admission exceptionnelle

au séjour et précise les critères d'admission au séjour du CESEDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) qui n'a en rien été modifié malgré les promesses du gouvernement et bien que les associations humanitaires et de défense des étrangers en aient fait une de leurs principales revendications. C'est pourquoi le ministère de l'Intérieur expliquait qu'avec la circulaire, il n'y aurait pas plus de régularisations que par le passé (30 000 par an).

De nombreuses associations humanitaires et de défense des étrangers ont dénoncé l'esprit de cette circulaire où la suspicion est de mise et où les étrangers sont sommés de multiplier les preuves de leur intégration, où en guise de critères clairs, on retombe pour la majorité des Sans-papiers dans l'appréciation au cas par cas par les services préfectoraux de la vie familiale installée ou pas, du parcours scolaire assidu ou pas, de l'intégration sociale en bonne voie ou pas, de la façon de parler français correctement ou pas, des preuves suffisantes ou pas de présence en France. C'est bien le règne de l'arbitraire et de la suspicion généralisée. Du double langage.

La situation à Lille illustre clairement l'esprit de cette circulaire. L'attitude de la Préfecture du Nord se comprend à la lecture de la circulaire Valls. Pas de défense argumentée, aucune transparence dans l'application des critères. Arbitraire de la Préfecture. Peu de régularisations. Beaucoup de refus. Mépris des Sans-papiers et de leur collectif le CSP59. Trahison des promesses.



Quand les fascistes sont traités en démocrates et les communistes en fascistes...

En Histoire Géo, la thèse officielle imposée aux élèves du secondaire concernant les périodes de « crise » est celle de la « montée des totalitarismes » : Le peuple désorienté par l'effondrement des repères et par le déclassement, se réfugierait dans les « explications faciles et caricaturales » du monde qu'offrirait les « extrêmes » c'est-à-dire le fascisme d'une part et le communisme d'autre part.

Quand pleuvent aujourd'hui à la Une des grands journaux des titres comme « Le choc des extrêmes », « le retour des néo-populistes », etc. on sent que la bourgeoisie veut marteler l'amalgame avec de plus en plus d'insistance à mesure que la crise et l'austérité se développent contre le peuple.

Mais justement l'analyse du traitement médiatico-politique actuel des remontées du fascisme d'une part et du marxisme d'autre part peut être l'occasion de démontrer aux jeunes et aux moins jeunes que l'équation « des totalitarismes » ne tient pas.

En effet, non seulement parce que ce fut le cas dans les années trente mais surtout parce que la propagande actuelle l'illustre tous les jours, il est facile de montrer que la « montée des extrémismes » est en fait un mouvement dialectique volontairement engendré par... la propagande dominante elle-même !

La « crise » n'est pas une catastrophe naturelle dont il faudrait attendre passivement l'issue. C'est la crise systémique et généralisée du système capitaliste dans lequel nous vivons, qui ne cesse de s'amplifier ces dernières années suivant l'analyse qu'en avait faite Karl Marx il y a un siècle et demi. Le marxisme « remonte » aujourd'hui non pas parce que le peuple « perd ses repères » mais au contraire parce qu'il les retrouve : la justesse du marxisme pour expliquer ce que devient le système capitaliste est de plus en plus évidente, et la presse a de plus en plus de mal à le cacher, ou à proposer à la hâte des explications alternatives plausibles. La crise du capitalisme induit un renforcement de la lutte de classe, donc de la conscience populaire et des armes idéologiques permettant de dégager des stratégies et des perspectives pour renverser ce système de plus en plus insupportable. Le retour du marxisme ne vient pas d'une « vision caricaturale » mais bien du fait que le système de domination ne parvient plus à expliquer lui-même les raisons profondes de sa propre crise. Telle est donc la cause première.

C'est à partir de là que la bourgeoisie se mobilise pour « faire monter » une idéologie de diversion contre la colère populaire (contre l'immigré, le marginal, le syndicaliste, des complots fantasmés, etc. mais jamais contre le patron !) ; le fascisme. Telle est la conséquence.

Les exemples de dissymétrie entre la cause et

l'effet se multiplient en France et en Europe. Pendant qu'en Moldavie, en Lituanie, en Tchéquie, on fait des lois pour interdire la faucille et le marteau, symboles jugés dangereux, les milices fascistes se développent, passent à l'offensive, ratonnent, agressent et tuent : Massacre de Breivik, chasse aux immigrés d'Aube Dorée en Grèce, jusqu'aux récentes agressions des skinheads en France contre les musulmans, les roms, les antifascistes... des phénomènes jamais reliés entre eux dans les grands médias.

Cette stigmatisation du communisme conduit même à des capitulations symboliques de certains partis communistes (le dernier congrès du PCF par exemple, vient de faire disparaître les symboles du marteau et de la faucille).

Comme ailleurs en Europe, la montée électorale du Front National est le sommet de l'iceberg de la fascisation en France. Car au-delà des agressions souvent présentées comme des « faits divers » sans liens entre eux, on banalise les idées racistes, islamophobes, romophobes, jusque dans les institutions françaises (« Les Roms, Hitler n'en a pas tué assez », propos de M. Boulouleix, député-maire UDI proche de Jean Louis Borloo), ... en même temps qu'on diabolise celles du

guerre « officielle » et unilatérale, en présence d'Ayssar Midani (Union des Patriotes Syriens de France) et de Bahar Kimyongür (Investig'Action, auteur du livre « Syriana » déjà mentionné dans notre précédent numéro). Le jour de la conférence, la mairie socialiste de Lille changeait les serrures de la salle qui nous avait été prêtée et en interdisait l'accès. Un repli a été organisé dans un lieu privé non loin de là, moyennant bien sur des complications organisationnelles (une vidéo de cette initiative est disponible sur notre site Internet).

D'autres initiatives anti-guerre du même genre ont été censurées en France les mois précédents, démontrant à la fois que la propagande de guerre contre la Syrie ne souffre pas la contradiction, quelque soit la prétention « démocratique », « non-totalitaire » de notre système politique, et que l'information alternative est immédiatement stigmatisée comme étant « fasciste » parce qu'opposée à « l'ingérence humanitaire » impérialiste contre les souverainetés nationales ! Déclinant la stratégie gouvernementale de stigmatisation et de menaces, des groupuscules prétendus « antifascistes » concentrent maintenant leur

force dans le sabotage de conférences de militants anti-impérialistes et communistes bien connus comme le journaliste Michel Collon ou l'historienne Annie Lacroix-Riz, au motif qu'ils seraient « conspi » ! Est-il « conspirationniste » de considérer qu'une classe minoritaire, la bourgeoisie, domine et détient le pouvoir ? Est-il « complotiste » de reconnaître que des complots ont existé dans le passé, comme lorsque le Reich Hitlérien a accusé sciemment un communiste d'avoir incendié le Reichstag en 34 ? Est-il conspirationniste de rappeler que le flacon que montrait Colin Powell en 2004 à l'ONU ne contenait que de la farine, et non une « arme de destruction massive » ? Est-on « conspi » quand on refuse d'avalier les sornettes sur le « gaz sarin » et les « armes chimiques » qu'utiliseraient les forces loyalistes syriennes contre les « révolutionnaires » salafistes ?



marxisme et du communisme.

Ainsi pendant qu'on manifeste sur les plateaux télé une inhabituelle bienveillance vis-à-vis de Marine Le Pen, qui serait plus « républicaine » et « modérée » que son père, Jean Luc Mélenchon est présenté comme un « populiste » parce qu'il taxe d'escrocs Cahuzac et les autres (y compris le clan Le Pen) et qu'il exige un « coup de balai » ! Quand il soutient l'une des figures héroïques du front anti-impérialiste international, Hugo Chavez, déjà vilipendé dans la presse bourgeoise, sa diabolisation redouble !

Que dire alors des manœuvres de censure anti-communiste qui ont eu lieu dernièrement ? En avril, la Coordination Communiste organisait une rencontre-débat intitulée « La parole aux syriens » et dont le but était de donner une contre-information alternative à la propagande de

Tout ceci conduit en fait au révisionnisme historique de la part des classes dominantes : Cacher que la faillite des illusions « démocratiques » du système capitaliste, et en même temps l'essor de la combativité des travailleurs dans les années trente, ont effrayé le capital financier à tel point que celui-ci a du opter pour un régime autoritaire terroriste pour sauver ses intérêts ; le fascisme. Il faut identifier la lutte idéologique qui se développe aujourd'hui, dans laquelle l'équation « totalitaire » ne sert qu'à stigmatiser ce dont la bourgeoisie a vraiment peur : le communisme, tandis que le retour du fascisme multiforme ne serait que marginal, contingent, « plus complexe que ça », etc. ou que les partis « officiels » comme le FN ne seraient « plus vraiment fascistes » (alors qu'ils ne l'ont peut être jamais été autant que sous leur forme dédramatisée et « apte au pouvoir » !).

Acte III de la décentralisation, régionalisation et projet européen : Il faut mettre en échec les projets capitalistes de démantèlement de l'Etat !

Dans la continuité des politiques mises en place par les gouvernements de droite et PS depuis trente ans, le gouvernement PS/Ecolo de Hollande/Ayrault s'apprête à mettre en place l'acte III de la décentralisation. Le candidat Hollande s'était engagé à abroger la loi Fillon de 2010 qui réformait le fonctionnement et le champ de compétence des collectivités territoriales : cet engagement, parmi tant d'autres, n'a pas été tenu par le président Hollande.

Ces nouveaux projets de loi vont aller encore plus loin dans le démantèlement de l'État, en accord avec les politiques d'austérité prônées par la Troïka (FMI, Banque Centrale Européenne, Commission Européenne). La collectivité territoriale d'Alsace devait être une première étape dans ce démantèlement.

Quels sont les objectifs poursuivis par la décentralisation depuis les années 80 ? Quelles sont les conséquences pour les populations concernées ? Qui est le bénéficiaire de la destruction des cadres nationaux ?

Le NON à la Collectivité Territoriale d'Alsace

Le 7 avril 2013, le référendum sur la Collectivité Territoriale d'Alsace a entraîné le rejet du projet de fusion des deux départements par les électeurs. La surprise a même été un vote NON majoritaire dans le sud de l'Alsace (Haut-Rhin) et un OUI très insuffisant en participation dans le nord (Bas-Rhin). Cette défaite du camp du OUI est une bonne nouvelle car elle met un coup d'arrêt (même provisoire) aux projets de remise en cause des départements et a battu en brèche l'idée d'une « identité » culturelle alsacienne unique. La campagne a permis de révéler encore davantage le rejet par les populations d'une classe politique discréditée et d'un appareil médiatique entièrement voué à la défense du OUI alors qu'on dépeint souvent l'Alsace comme une région modérée et sage. Mais comme partout, les conditions matérielles sont sources de lutte et de résistance.

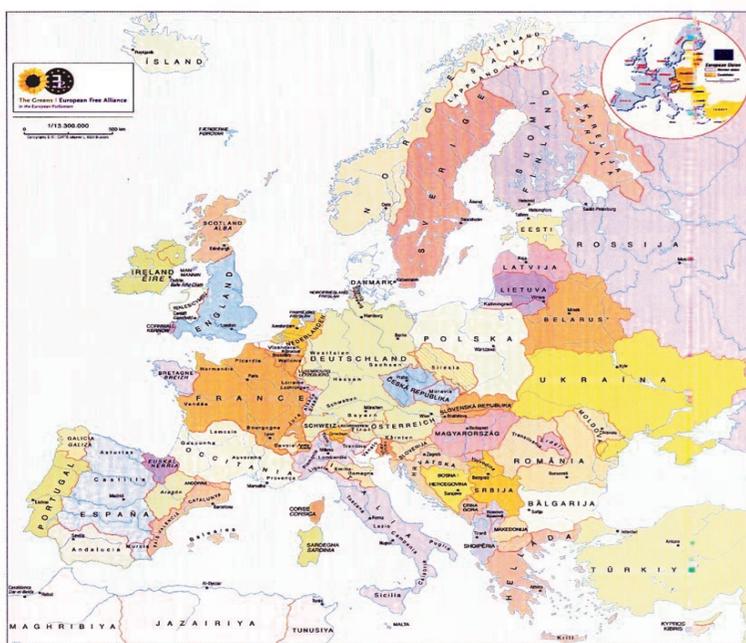
La carte ci-dessous a été publiée en 2002 dans le cadre du Parlement Européen, par le groupe Les Verts/Alliance libre européenne (alliance des partis régionalistes).

The European Free Alliance is politically active in the following 29 stateless nations and regions:

-  GALIZA
-  CATALUNYA
-  EUSKAL HERRIA
-  FRYSLÂN
-  EMILIANA-ROMAGNA
-  VENETO
-  SAVOIE
-  KERNOW (CORNWALL)
-  DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT BELGIENS
-  ANDALUCIA
-  OCCITANIA
-  SARDEGNA
-  CORSE
-  CYMRU
-  MACEDONIAN MINORITY IN GREECE
-  SCOTLAND
-  SILESIA
-  FRIULI
-  VLAANDEREN
-  BREIZH
-  ELSAß-ALSACE
-  SÜDTIROL
- VALLE D'AOSTA

Future members in: BASQUES - MOKAVIA - TRANSYLVANIA-BANAT - ARAGON - HUNGARIAN MINORITY IN SLOVAKIA - POLISH MINORITY IN ITALY

Secretariat/Secrétariat: Rue Wiertzstraat 60, PHS 2C 33-1047 Brussels/Bruxelles - tel. 02-284 30 40
e-mail: jlinagassard@europarl.eu.int http://www.efo-dpp.org



Sous couvert d'économies budgétaires, le projet initial, porté par l'UMP, le PS, les Verts, le Front National et le parti Alsace d'abord (fascistes régionalistes) visait à soustraire au cadre législatif national (dont le Droit du Travail) les territoires alsaciens. L'opposition tardive d'une partie des élus du PS n'était pas une opposition au projet en lui-même mais une défense de leur confort d'élu. L'opposition tout aussi tardive du Front National répondait à une logique électoraliste nationale (comment défendre « la France aux français » en organisant son démantèlement ?), en opposition avec ses représentants locaux (acquis au OUI identitaire).

La véritable motivation était donc la libéralisation totale de l'économie alsacienne, la privatisation des services publics et le démantèlement des droits sociaux. Pour promouvoir cette orientation sociale régressive européenne, les tenants du OUI ont développé une vision identitaire de la région Alsace.

Décentralisation et projet européen

Le processus de décentralisation produit depuis trente ans un désengagement progressif de l'Etat dans tous ses domaines d'intervention.

Le projet fédéraliste européen ne peut s'envisager et se construire que par le démantèlement des États-Nations existants en Europe actuelle. Aussi, dans un premier temps en France, la propagande vise-t-elle à mettre en avant au début des années 80 le parti-

cularisme régional. Aujourd'hui en Europe, elle met en avant le particularisme régional de zones transnationales (Bade-Wurtemberg-Alsace, Flandres, Catalogne ou Occitanie, ...). La mise en place de grandes Eurorégions est la ligne de mire de toute la politique européenne pour plus d'intégration politique, en parallèle à l'intégration économique.

Pour pouvoir assurer le démantèlement de l'État français, les différents gouvernements bourgeois ont assuré le désengagement financier de l'État dans un certain nombre de ses obligations

(services publics, transports, éducation, santé...). Les collectivités territoriales doivent prendre en charge l'ensemble des missions abandonnées par l'État en créant notamment des partenariats public-privé. Tout cela assure la privatisation d'un bon nombre de secteurs au plus grand bénéfice du capital.

Cette politique contribue au démantèlement du maillage scolaire, des réseaux ferrés et routiers et des services hospitaliers. Chaque territoire entre en concurrence pour attirer les moyens de maintenir sa couverture hospitalière, ses TER et ses écoles.

Ce transfert de compétences permet des accords transfrontaliers en dehors de tout cadre national. En effet, l'objectif visé est clairement de rendre impossible toute lutte nationale des salariés. Comment le prolétariat pourrait-il se retrouver dans des luttes nationales, alors même

que leurs droits ne seraient plus les mêmes selon les régions ? C'est la stratégie du patronat européen que de laisser les régions seules face aux diktats des multinationales à dimensions européennes ou mondiales. Dans le cadre actuel de l'Europe libérale, ce transfert signifie l'abandon définitif de notre capacité de défendre nos acquis sociaux. De 1936 à 1968 en passant par la Libération, en France, l'ensemble de nos acquis ont tous été obtenus par l'unité des travailleurs dans le cadre national.

Un des motifs invoqués pour la décentralisation et le projet européen est l'accroissement de la compétitivité économique des régions. Les salariés savent, pour le vivre sur leur lieu de travail, que la compétitivité signifie toujours des conditions de travail et de rémunérations dégradées. En effet pour le capital, la compétitivité économique se fait par la baisse du « coût » du travail, c'est-à-dire par la baisse du salaire et des protections sociales. Dans cet objectif, la création de régions plus autonomes s'accompagne d'un transfert de compétences de l'Etat vers les régions en particulier en matière de Droit du Travail. On prévoit le démantèlement du Code du Travail et des droits sociaux. C'est la fin programmée du SMIC et du CDI en France. L'exemple de



Affiche publiée sur le blog de Jeune-Alsace, à l'occasion des vœux de nouvel an 2011

Affiche de propagande de « Jeune Alsace », organisation identitaire proche d'Alsace d'abord, proclamant « Notre patrie, l'Europe ! » avec l'Alsace en son centre. Les identitaires ont en commun avec les régionalistes (cf. ci-dessous) la haine de l'Etat-Nation et promeuvent l'Europe des identités régionales...

L'Euroairport à Bâle indique bien dans quel sens irait ce transfert ; un nivellement par le bas. Le maintien ou le développement de l'emploi sera constamment soumis au chantage du dumping social.

Ainsi, l'objectif visé par l'Europe est multiple. L'Europe se développera en tant qu'entité supranationale en détruisant les États-nations tels que nous les connaissons, et en restructurant l'espace géopolitique par des Eurorégions en concurrence les unes avec les autres.

L'Europe se développera également par la privatisation des services publics d'État. Ils seront transformés en entreprises privées et seront mis

en concurrence sur le marché européen avec à terme les augmentations de tarifs et la baisse de qualité qui en résultent nécessairement (par exemple l'eau, le train, le gaz, etc.).

Pour y arriver, l'Europe fédérale induit un néo-féodalisme avec la mise en place de grandes « baronnies » dans l'espace européen pour pouvoir casser les résistances nationales au projet libéral européen.

Combattre l'Europe, reconquérir la souveraineté populaire

Comme la victoire du NON au référendum sur le TCE de 2005, la victoire du NON au référendum

sur la collectivité territoriale d'Alsace montre qu'il est possible de résister aux projets néfastes de l'Europe. De plus en plus, les populations prennent conscience que la construction européenne n'a pour but que de combattre les acquis sociaux et d'augmenter l'exploitation des salariés au plus grand bénéfice de la bourgeoisie européenne. La seule issue pour les peuples européens est donc de reconquérir leurs souverainetés nationale et populaire en détruisant le projet européen et ses déclinaisons nationales (décentralisation, directives européennes).

Dans la continuité des « rencontres communistes de Marseille » (depuis trois ans), espace d'échange et de débat dans la but de s'unir et reconstruire le mouvement communiste en France, avec des communistes dans et hors du PCF, dans et hors du Front de Gauche, les « Assises » ont marqué cette année une étape importante. Les échanges se poursuivront tandis que des déclarations communes et des actions unitaires se multiplieront pour favoriser l'unité indispensable des communistes dans les tâches politiques qui sont les leurs... Nous publions ici une déclaration commune importante qui sera diffusée notamment sur notre stand des Assises à la fête de l'Huma 2013...

Assises du communisme...

Une première déclaration pour la sortie de l'Union Européenne!

Les communistes () dans leur diversité réunis à Gémenos (13), les 28-29-30 juin 2013, dans l'usine occupée des FRALIB s'adressent au peuple de France et aux salariés en lutte.*

L'Union Européenne : une construction impérialiste faite par et pour le capital

Notre peuple connaît les dégâts causés par l'Union Européenne : à plus de 60%, il exprime un rejet profond, un sentiment de défiance et de colère à l'égard de cette « Europe » et de son Euro, confirmant le vote populaire contre le traité constitutionnel de 2005.

Depuis plus d'un demi-siècle, l'UE supranationale est une machine de guerre contre les salaires et les droits des salariés; elle aggrave la course au profit capitaliste et à l'exploitation par la suppression des barrières douanières en faveur du libre marché, la destruction des services publics, dans le contexte mondial de la multiplication des guerres, de la destruction d'États souverains, de nouvelles courses aux armements technologiques, des dominations transnationales sur les enjeux vitaux de la santé, de l'alimentation, de l'environnement, qui marquent la vie des travailleurs sur toute la planète.

L'Euro est son arme pour imposer que la seule variable d'ajustement soit le coût du travail, infliger l'austérité et la déréglementation sociale (salaires, retraites, droits sociaux...). On ne peut agir contre l'austérité et rester dans l'Euro. Il faut donc en sortir, mais par la porte de gauche, refusant tout repli nationaliste, toute aggravation de la guerre de tous contre tous, en inventant de nouvelles coopérations entre les peuples, débarrassées de la domination des marchés, des multinationales. Cette U.E. « prison des peuples » n'est pas réformable.

Un grand débat populaire est nécessaire pour ouvrir une alternative progressiste : Sortir unilatéralement de l'UE, dénoncer tous les traités européens imposés contre le peuple. Sortir de l'Euro, monnaie unique, carcan pour des économies nationales diversifiées. Refuser la recentralisation des métropoles et super-régions, qui s'attaquent au socle démocratique des communes et des départements dans la république, au profit d'une Europe fédérale des länder, éloignant les citoyens de la démocratie locale. Refuser tout accord commercial transatlantique, qui approfondit la casse de l'Etat-Nation sous la loi des marchés, qui remet en cause même la démocratie, en décidant sans consulter les parlements nationaux, et même contre l'avis des peuples..

Nous affirmons l'urgence d'un processus de réappropriation de la souveraineté nationale. L'histoire

nous confirme que la Nation est le cadre permettant la souveraineté pour le peuple.

La nation française doit retrouver son indépendance monétaire, fiscale, douanière pour reconquérir la maîtrise de ses richesses par l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange dans des formes diversifiées. Elle doit établir de nouveaux rapports de coopérations et d'échanges, dans la libre administration des hommes sur leurs ressources et le respect absolu de la non-ingérence. Elle doit sortir de l'Otan et de l'Alliance atlantique. Nous refusons d'être un des « bras-armés » des Etats-Unis pour le nouveau (re)-partage du monde.

Il y a urgence à ouvrir une réponse populaire au nationalisme, à la fascisation

Marine Le Pen joue de sa place médiatique pour faire croire à une extrême-droite démocratique et sociale. Mais elle est la face polie d'un courant politique de fascisation qui marque tous les pays européens, des identitaires en France, jusqu'aux Nazis de l'Aube Dorée en Grèce. L'extrême droite a toujours été l'arme du capitalisme pour poursuivre la guerre économique derrière l'affrontement des nationalismes. Les travailleurs ont tout à y perdre, alors que l'urgence est de renforcer leurs luttes, au plan national comme international, contre la mondialisation capitaliste. Elle propose une fausse sortie de l'UE par la porte de droite, celle des régressions sociales, des violences, de la concurrence !

L'enjeu des convergences des luttes pour le travail, seul créateur de valeur

C'est la classe ouvrière, les salariés des entreprises en lutte qui ont relancé l'enjeu des nationalisations et de l'appropriation sociale comme condition du développement industriel et de la recherche, de la relocalisation des productions, du maintien des droits sociaux. C'est dans des luttes longues et dures (Fralib, Sanofi, Psa, Goodyear, Florange, Pilpa, Veninov, Kem One, Gardanne, Ford, M'Real, Doux, Fraisor, Renault...) que les salariés cherchent des leviers d'interventions à leur portée, et font émerger leurs objectifs politiques, non seulement pour leurs salaires et leurs besoins vitaux, mais pour affirmer le rôle essentiel du travail pour faire reculer la capacité du capital à spéculer et diriger la société.

L'Union Européenne de la concurrence « libre et non faussée », est renforcée par Hollande, l'UMP et tous les forces politiques gouvernementales (de gauche, de droite et écologistes), comme en Grèce, au Portugal, en Espagne ou en Italie. Elle est un obstacle au progrès social.

La CES, le PGE, les directions des confédérations syndicales Françaises, du PCF, les partis socialistes d'Europe prétendent qu'une « autre Europe », « sociale » est possible dans le cadre des lois du marché. Mais le capitalisme n'a plus de « grain à moudre » pour des compromis sociaux. Tous ou-

blent que les aménagements à sa marge sont impossibles. L'accompagnement de sa crise ne corrige plus ses excès, et ne peut encore moins engager un début de rupture pour une autre société.

Leurs contre-réformes (retraites, droit du travail...) de Juppé à Hollande, obéissent aux mêmes objectifs préconisés par l'U.E. et appellent à une confrontation sociale « tous ensemble » urgente.

Face à la réalité de la nocivité de cette Europe supranationale, nous sommes sans illusion. Communistes, nous analysons le caractère mondialisé du capitalisme, sa course vers le marché mondial, sa concurrence permanente qui utilise les Etats et leur ancrage dans le cadre national pour une guerre de classe qui le rend incapable de répondre aux exigences légitimes des peuples.

Arrêtons les dégâts ! Brisons le carcan de l'Union Européenne, de la mondialisation capitaliste. En France, cassons un premier maillon de la chaîne ! Syndicalistes, militants politiques, organisés ou non, mais convaincus de la nécessité d'une sortie de l'UE pour pouvoir s'engager dans une politique nationale souveraine en faveur des travailleurs et du peuple, nous avons décidé de nous exprimer collectivement en direction des salariés afin de mener avec eux un vaste débat. Nous vous appelons à soutenir l'Appel des Assises du Communisme.

Dénonciation des traités européens de Rome, Maastricht et Lisbonne ! Retour à la monnaie nationale, renationalisation de la Banque de France permettant d'assurer l'indépendance monétaire, économique et douanière ! Sortie de l'OTAN et de l'Alliance Atlantique ! Arrêt des aventures militaires françaises en Afrique et au Moyen-Orient !

** Les signataires et participants aux Assises : venus de toute la France, organisés ou inorganisés, animateurs de blog et/ou militant de terrain avec Rouge Vif 13, Faire Vivre et Renforcer le PCF, le Pôle de Renaissance Communiste en France, le Rassemblement des Cercles Communistes, Rouge Vifs Ile de France, Action Communiste de Normandie, la gauche communiste, le collectif communiste poley, des jeunes communistes, des communistes des sections PCF de Béziers, Marseille, Aubagne, Vénissieux, Arcachon, La Courneuve, Lyon, Paris XX...*

Mali : Après la guerre, les élections pour parachever la recolonisation !

Hollande a décidé et imposé les élections au Mali du 28 juillet 2013 après avoir déclenché sa guerre coloniale sous le prétexte de « l'anti-islamisme et l'anti-terrorisme ». L'occupation militaire séparatiste du nord-Mali est une conséquence directe de la guerre coloniale de Sarkozy et de l'OTAN contre la Libye. Une fois le pays occupé militairement, la françafric organisait les élections pour donner un semblant de démocratie à la recolonisation. Bien entendu l'objectif est de mettre ses valets au pouvoir. Les deux candidats favoris de la presse impérialiste sont Ibrahima B. Keita soutenu par Hollande et la social-démocratie, et Soumeïla Cissé qui représente le système du président renversé par les soulèvements populaires et le putsch du 22 mars et est soutenu par Sarkozy et la droite UMP.

Aucun de ces candidats ne remet en cause le projet colonial françafricain. Toutefois ils se différencient sur un point : Soumeïla Cissé est la continuité du régime corrompu ADEMA et ATT qui a conduit le pays à la catastrophe actuelle, et Ibrahima B. Keita avec le soutien d'une partie des militaires putschistes, veut réaménager ce système de privilèges en y intégrant les exclus d'hier. Il s'agit d'un affrontement électoral entre des fractions rivales de la bourgeoisie compradore libérale apatride qui pactisent, tout comme le gouvernement illégal et anticonstitutionnel de transition de Dioncounda Traoré, avec le retour armé sous protection française des séparatistes islamistes du MNLA à Kidal.

Hollande a voulu « son » élection au Mali pour « légitimer » la recolonisation au profit des Firmes Transnationales comme Total et AREVA et mettre en scène une partition déguisée du pays sous la forme d'une « décentralisation » qui fera du MNLA le maître de la partie nord.

Malgré les arrestations, les répressions, les interdits et censures, le parti SADI et le MP22 ont pré-

senté la candidature du Dr Oumar Mariko pour mener campagne contre le projet colonial, en dénonçant les « accords de Ouagadougou » avec les séparatistes du MNLA parrainés au nom de la françafric par le président Burkinabé Blaise Compaoré, responsable de l'assassinat du héros africain Thomas Sankara, en revendiquant la réforme agraire sur la base de « la terre à ceux et celles qui la travaille », en appelant au départ des troupes d'occupation françaises, en fustigeant la corruption et l'impunité et en exigeant l'unité nationale dans l'égalité entre toutes les nationalités du Mali.

Comme le déclare le journal ouvrier *Sanfin* du Mali : « A la différence de 2002 et 2007, L'Equipe de Sanfin/La Nuée se félicite de constater le chemin parcouru. Le soutien à Oumar Mariko en 2013 se fait dans le cadre d'un pôle de gauche symbolisé par le MP22. La capitulation de certaines fractions de la hiérarchie militaire et leur passage aux différentes fractions de la haute bourgeoisie ne saurait conduire à un reniement du 22 mars. Le MP22 a soutenu "la dynamique de rupture du CNRDRE" et non ses reculs et sa contre dynamique d'intégration et d'aplatissement. La lutte s'appuie aujourd'hui sur une forme d'organisation populaire à caractère de front, susceptible dans l'action de porter la plate-forme, et toutes les exigences organisationnelles, matérielles et financières du combat. Nous devons faire émerger et faire vivre une plate-forme électorale et d'action pour prendre en compte les aspirations profondes des ouvriers et des couches paysannes et populaires, dont les soldats et policiers patriotes et les minorités nationales opprimées, véritables victimes des politiques pseudo-démocratiques et de soumission. En dépit des nombreux manques cruels et qui doivent être corrigés nous avons besoin pour ce pays d'un bloc de gauche d'action populaire et national anti-impérialiste. Sanfin appelle tous les démocrates véritables, tous les progressistes et

révolutionnaires à joindre leurs efforts pour dégager et organiser dès maintenant l'alternative démocratique en travaillant à bâtir des comités d'action MP22 pour le vote MARIKO au premier tour, pour la lutte contre les milliardaires revanchards d'ATT (Soumeïla Cissé, Modibo Sidibé, Dramane Dembélé, etc.) et pour la lutte contre le TAKOKE-LEN et la fraude d'où qu'ils viennent et particulièrement du duo social-impérialiste d'IBK-Hollande. Ils doivent être des comités de vigilance où nous mettrons ensemble toutes les forces résolues au combat et pour la défense des revendications populaires et anti-impérialistes. Formons dès maintenant à la base des comités populaires MP22 de lutte contre la pauvreté et la mondialisation pour le 2ème et le 3ème tour, c'est à dire non seulement les législatives et les municipales mais aussi les cinq années à venir ».

Au Mali la LUTTE CONTINUE pour mettre en échec les plans impérialistes de recolonisation que toutes les forces populaires panafricaines progressistes et les internationalistes doivent soutenir!

HOLLANDE DANS LES TALONNETTES DE SON PREDESSESSEUR...



Brésil, Turquie, Egypte, ... : Le réveil des luttes de classe et des peuples!

Nous écrivions en 2002 lors de sa victoire électorale que « Lula devra choisir de satisfaire la bourgeoisie ou les travailleurs ». En effet les masses descendent dans la rue pour exiger une baisse des prix des transports et une prise en compte des revendications sociales encore non satisfaites. Entre temps le suicide du jeune Bouazizi en Tunisie a été le point de départ d'une série de soulèvements populaires qui ont fait chuter les pouvoirs dictatoriaux et pro-impérialistes en Tunisie, puis en Egypte, ou qui ont été écrasés temporairement en Arabie Saoudite, à Bahreïn, aux Emirats, etc.

En Turquie, c'est la base arrière de l'agression armée des djihadistes pro-pétrodollars et impérialistes qui est secouée d'une révolte populaire aussitôt suivie en Tunisie où Chokri Belaïd, dirigeant de gauche, a été assassiné, puis en Egypte par une mobilisation populaire contre le pouvoir pro-sioniste des Frères Musulmans qui a culminé lors du coup d'état militaire.

Peut-on établir un rapport entre ces événements qui montrent un réveil des luttes des classes et

des peuples contre les effets désastreux de la crise de la mondialisation capitaliste ? Quelles en sont les ressemblances et les différences ?

Le compromis national brésilien à l'épreuve de la lutte des classes

L'élection de Lula par deux fois, suivie de celle de l'ex-guérillera de gauche Dilma Rousseff, résultent de l'alliance entre les secteurs nationalistes de la bourgeoisie, le mouvement syndical ouvrier et le mouvement des paysans Sans Terre pour sortir le pays des griffes de la domination des multinationales US et mettre fin au cycle infernal des politiques libérales. Le Brésil tout comme l'Amérique du Sud a subi la doctrine Monroe qui en a fait contre les impérialismes et le colonialisme européens, l'arrière courre des firmes monopolistes US sous des dictatures militaires, puis à partir de la fin des années 70 sous des pouvoirs civils libéraux obéissant aux diktats des institutions de Bretton Woods (FMI, BM).

Jeté par force dans la mondialisation libérale pilotée par les USA, cet immense pays qu'est le Brésil

de par sa superficie (8 514 876 km²) et sa population (194 millions d'habitants) a vu sa souveraineté nationale piétinée, a subi les affres de la pauvreté généralisée et le maintien dans le sous-développement. Les représentants de la gauche anti-impérialiste et antilibérale que sont Lula puis Dilma ont été élus pour sortir le pays de cette domination US symbolisée par l'imposition de l'ALCA, cet accord de libre échange que la puissante fédération des industriels de l'Etat de Sao Paulo avait jugé dans un rapport de 2002 « contraire aux intérêts nationaux du Brésil ».

Face à cette menace le patronat nationaliste, le mouvement syndical (le CUT) dont est issu Lula et les mouvements paysans (MST) nids des expériences de guérilla, se sont coalisés dans une alliance électorale patriotique pour porter la gauche antilibérale au pouvoir contre les libéraux compradores et serviles au service des intérêts impérialistes US.

Le compromis national a suscité l'intervention économique de l'Etat pour faire du Brésil un pays émergeant par des investissements dans l'indus-

trie lourde, dans les technologies de pointes, la formation, par des appuis aux entreprises capitalistes nationales et par un transfert de revenus dans des projets sociaux de lutte contre la faim et l'extrême pauvreté qui avaient occasionné des fléaux comme le trafic d'organes pour les malades riches des USA et d'Europe.

L'alliance entre patronat national, syndicats et mouvements paysans a déroulé un programme piloté par l'Etat visant à développer le marché intérieur, l'emploi, les salaires de certaines couches de travailleurs, les programmes sociaux comme *Bolsa Familia* dont 12,4 millions de pauvres ont bénéficié, la sortie de 19,4 millions de la pauvreté, la chute de la malnutrition infantile de 46%, la création de plus de 10 millions d'emplois, l'entrée de 20 millions de personnes dans la 'classe moyenne' et la relance de la production nationale faisant reculer le poids dans l'économie nationale des multinationales étrangères, notamment US au profit des entreprises locales.

Toutefois ces performances économiques et sociales n'ont pas empêché que « *le coefficient Gini des revenus du travail n'a connu qu'un recul de 0,57 à 0,53* », c'est-à-dire que les inégalités sociales continuent de se creuser fortement, malgré l'effort fait pour les plus pauvres, entre les riches et les travailleurs et cela dans un pays fédéral où la gauche antilibérale ne gouverne que 3 Etats sur 27 et n'occupe que 91 sièges sur 513 à la Chambre des députés et 14 sièges sur 81 au Sénat.

Parallèlement le Brésil s'est lancé dans un projet d'intégration sud-américain indépendant des USA dont Samuel Pinheiro Guimarães, l'un des célèbres intellectuels brésiliens de gauche dit que « *tous les processus de construction d'un camp socialiste en Amérique latine se sont heurtés à deux obstacles : le pouvoir de la bourgeoisie interne et celui de la Maison Blanche. Certes, l'intégration défendue par le Brésil n'élimine pas l'ingérence extérieure, mais elle en réduit l'impact, permettant ainsi à des dynamiques nationales de suivre leurs cours de façon plus autonome* » (juin 2013, Monde Diplomatique). Arthur Henrique, ex-dirigeant de la CUT, le syndicat avec Lula explique : « *Je continue à croire qu'il faut lutter pour atteindre le socialisme. Mais je ne fais pas partie de ceux qui estiment que le socialisme arrivera dimanche prochain, après la messe du soir. Non, je veux changer les choses, mais j'ai conscience du contexte dans lequel je travaille. Sur le plan régional, ce que nous essayons de faire, c'est de quitter le néolibéralisme, mais sans croire que nous sommes en mesure de renverser le capitalisme. Nous essayons plutôt d'en promouvoir une version régionale, pas nationale. C'est-à-dire un capitalisme qui prenne en compte les besoins des autres pays d'Amérique du Sud* » (idem). De ces deux citations on peut déduire que le capitalisme d'Etat antilibéral brésilien se fixe comme priorité : - réduire le plus possible, voire éliminer à terme l'oppression impérialiste US au Brésil en favorisant le capital national qui pour s'allier aux mouvements sociaux fait des concessions sociales et démocratiques – promouvoir une alliance des capitalismes d'états antilibéraux d'Amérique du Sud pour rogner puis supprimer à termes la domination US. Sur ces deux objectifs, il est fondamental de soutenir le Brésil sous direction de la gauche antilibérale et anti-impérialiste US.

Les luttes sociales actuelles des laissés pour

compte des programmes sociaux, notamment contre les prix exorbitants des transports (37 millions de travailleurs marchent pour se rendre au travail) et les dépenses considérées de prestige et non prioritaires pour la coupe du monde 2014 sont aussi à soutenir parce qu'elles participent du passage du Brésil de « *pays émergent à pays émergé* » contre l'hégémonie prédatrice US avec des conquêtes sociales à l'instar de celles obtenues par le mouvement ouvrier en Europe dans les années d'après guerre. Le fait que les progrès économiques engendrent des luttes sociales pour le progrès social et démocratique laisse voir que le compromis national n'a pas annihilé totalement toute velléité populaire d'obtenir la satisfaction de leurs légitimes revendications.

C'est en cela que les gauches en Amérique du Sud se distinguent des gauches aux USA, en Europe et en Afrique où l'aplatissement face aux politiques libérales appauvrit les travailleurs et les peuples alors qu'en Asie et en Amérique du Sud, le capitalisme d'état antilibéral est contraint soit par des choix politiques des Etats, soit par les luttes sociales ou soit par la combinaison des deux à satisfaire les revendications ouvrières et populaires.

En Tunisie, en Egypte et en Turquie la révolution antilibérale et anti-impérialiste cherche sa voie

En Lybie et en Syrie, les impérialistes US et de l'UE flanqués des théocraties intégristes des Emirats ont instrumentalisé le « printemps arabe » en Tunisie et en Egypte pour assassiner Kadhafi et mener la sale guerre coloniale actuelle en Syrie par le biais des djihadistes frères musulmans wahabites et salafistes. En Tunisie et en Egypte, c'est sous le slogan de « *révolutions facebook, Internet, youtube* » que les impérialistes ont dévoyé les révolutions populaires en hissant par les élections les mêmes forces fascistes islamistes compradores pro-sionistes au pouvoir. Mais c'est sans compter avec la détermination des masses populaires à trouver satisfaction aux revendications sociales, nationales et démocratiques pour lesquelles elles ont dégagé les régimes Ben Ali et Moubarak.

Souveraineté nationale, emplois, salaires, réforme agraire, liberté et démocratie sont en effet les revendications fondamentales que la domination impérialiste entrave et que les politiques libérales empêchent. Il en est de même en Turquie, laquelle a été transformée en base arrière de l'agression djihadiste pro-impérialiste contre la Syrie. Telles sont les causes du nouvel embrassement social et politique de la Tunisie, de l'Egypte et de la Turquie.

Dans ces pays, la première étape du processus révolutionnaire a pu être détournée parce que les gauches ont été à la fois laminées par les répressions des dictatures bourgeoises libérales des Ben Ali et Moubarak mais aussi déstabilisées par le réformisme aggravé par la contre-révolution anti-communiste des années 89/91. Les islamistes financés par les pétrodollars des sous-fifres qataris, saoudiens, souvent réfugiés à l'abri dans les pays occidentaux, ont comme en 1979 pour l'Iran de Khomeiny, été ramenés au pays pour y con-



Manifestation à Ankara (Turquie) contre l'Etat AKP agressif envers l'Etat syrien. « AKP veut la guerre, le peuple veut la paix! » scandait la foule il y a quelques mois...

quérir le pouvoir par la voie des urnes. Le projet US et de l'UE était que ces pouvoirs, à l'instar du Pakistan et de la Turquie, imposent une chape de plomb sur les peuples en tant qu'alliés serviles et dociles en entente avec l'Etat sioniste colonial d'Israël.

C'est ce qu'explique le parti communiste d'Egypte : « *Depuis le début de la révolution du 25 janvier 2011, le mouvement de protestation n'a pas fléchi, et on a continué à assister à des manifestations de plusieurs millions de personnes, autrement dit, l'état d'éveil révolutionnaire des masses a toujours été là, tantôt s'apaisant tantôt s'embrasant. Les manifestations et les grèves des travailleurs sont également montées en puissance. Après le succès de Morsi et avec les Frères Musulmans au pouvoir, les masses ont découvert leur nature autoritaire, fasciste, leur parti-pris pour les intérêts des fractions les plus réactionnaires et parasitaires du capitalisme, et leur incapacité à gérer un État de la taille de l'Égypte. Par ailleurs, leur trahison des intérêts de la patrie et leur prédisposition à agir comme un grand intermédiaire voué à préserver les intérêts de l'Amérique et d'Israël dans la région est apparue au grand jour. Ils ont conclu la trêve à Gaza et donné à l'Amérique et à Israël ce que même le régime clientéliste de Moubarak n'avait osé donner. Leur projet communautaire et obscurantiste, hostile à la démocratie, à la science, à la culture et à la tolérance, est devenu manifeste. Plus important, les masses ont découvert le caractère fallacieux de leur usage de slogans religieux pour masquer leurs plans au service du projet du 'Grand Moyen-Orient' et du 'chaos créateur'. Ainsi, le nombre de protestations sociales (grèves, sit-ins, manifestations et piquets) a atteint le chiffre de 7 400 – de l'aveu même de Morsi – l'an dernier. Le taux de chômage a atteint 32%, la plupart des chômeurs disposant pourtant de qualifications moyennes ou élevées. La dette extérieure a grimpé de 34 à 45 milliards de \$. La dette intérieure a augmenté de 365 milliards de livres égyptiennes au cours du règne de Morsi. La part de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté dépasse les 50% de la population* ».

La volonté populaire de paix en Turquie avec la Syrie et les revendications sociales se révèlent être les facteurs déterminants des mobilisations populaires et les obstacles au projet de « grand moyen orient » US. C'est aussi dans ce cadre qu'il faut intégrer la partition que joue l'impérialisme français pour reprendre pied dans le Sahel en Afrique de l'ouest et la méditerranée, notamment la guerre coloniale au Mali.

La seconde étape est marquée par le bras de fer entre les peuples Tunisien, Egyptien, Turc avec les régimes libéraux pro-impérialistes et sionistes, islamistes ou pas, que cherche à imposer à ces peuples la mondialisation capitaliste sous commandement des USA et de l'UE.

C'est en cela que les gauches doivent soutenir les combats populaires en Tunisie, en Egypte et en Turquie pour que ces peuples frayent la voie à de véritables révolutions nationales et sociales à l'instar de celles réalisées au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua, voire au Brésil afin de contrecarrer les plans de subversion des impérialistes US et de l'UE pour préserver leur hégémonie séculaire sur les peuples, les Nations, les Etats du Sud.

Pour l'unité de la résistance au Nord et au Sud contre le « nouvel ordre libéral mondial » impérialiste

On ne peut confondre les enjeux posés par les mouvements sociaux et nationaux au Brésil, pays qui sort progressivement des griffes US et dans les pays comme la Tunisie, l'Egypte et la Turquie, pays qui sont dirigés par des régimes soumis à l'impérialisme.

Au Brésil, il s'agit de luttes sociales qui poussent à rééquilibrer le rapport des forces dans l'alliance entre bourgeoisie nationale et mouvements sociaux, à l'approfondissement et l'extension des mesures antilibérales du capitalisme d'état aux laissés pour compte jusqu'ici du projet de développement national.

En Tunisie, en Egypte, en Turquie, il s'agit de luttes sociales pour une rupture avec les diktats libéraux et la soumission à l'impérialisme prédateur. Ce processus conduit à mettre en échec le nouvel ordre libéral mondial dicté par les USA et l'UE et le projet funeste US du « grand-moyen-

orient » tout en donnant une bouffée d'oxygène à la résistance Syrienne contre les « fous de dieu » amis de Sarko-Hollande, Bush-Obama, Blair-Cameron, etc.

Au Brésil tout comme en Tunisie, en Egypte et en Turquie, les combats sociaux montre à l'instar de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne que le monde du travail, les peuples commencent à reprendre le chemin de la lutte des classes et de libération nationale qui, seules, permettent de stopper puis de renverser le système inique et barbare qu'est le capitalisme à son stade suprême.

Ces luttes de classe et de libération nationale doivent apprendre à se soutenir réciproquement pour refonder l'internationalisme dont les travailleurs et les peuples ont besoin pour vaincre et édifier une société sans exploitation de l'homme par l'homme.

TUNISIE: Ennahda, valet sanglant de l'impérialisme!

La Tunisie est le siège d'une lutte particulièrement intense, découlant directement des révoltes qui ont permis au peuple de se débarrasser du dictateur laquais de l'impérialisme Ben Ali... Meutres politiques, répression, manifestations et grèves se succèdent. La camarade Najla Margouzui, syndicaliste étudiante (UGET) et militante marxiste-léniniste répond à nos questions...

Chantiers : Que montre l'assassinat de dirigeant de gauche en Tunisie dans la période actuelle ?

Najla : Le camarade Chokri Belaid et Mohamed Brahmi ont été assassinés de la même manière et par les mêmes moyens. Ces deux assassinats dévoilent par conséquent la même violence rétrograde, planifiée par le régime complice. D'autre part, ces deux crimes ont détruit toute illusion d'une « transition démocratique » qui peut s'établir avec le gouvernement de la coalition des classes issu des élections de 23 Octobre 2011.

Personne ne peut nier le fait que le parti islamiste « Ennahdha » assume la grande part des responsabilités dans ces deux assassinats. Mais, il ne faut pas tout de même isoler ces crimes de la réalité des politiques impérialistes qui a évidemment une grande influence sur nos peuples en Tunisie, en Syrie, en Egypte et dans tous les pays semi-colonisés en particulier.

Chantiers : Le peuple égyptien a montré qu'il ne voulait plus des frères musulmans et de leur programme, en est-il de même en Tunisie avec les alter-égo de Morsi ?

Najla : Malgré l'insuffisance de la conscience politique chez la plupart de nos concitoyens en Tunisie, les protestations contre le gouvernement de Troïka, et principalement le parti islamiste Ennahdha, se développent depuis des mois.

Ces protestations se sont intensifiées surtout

après l'assassinat de Mohamed Brahmi. Il y a même eu des mouvements de désobéissance civile et la création des organisations autonomes dans certains gouvernorats de l'intérieur comme Sidi Bouzid, le Kef et Gafsa.

Un sit-in permanent s'est formé devant l'Assemblée Nationale Constituante, qui a pour but la dissolution de cette ANC et le renversement du gouvernement de Troïka. Bien qu'actuellement, il y ait des tentatives de détournement de ces protestations au profit des libéraux de droite, essentiellement le parti « L'appel de la Tunisie », qui n'est en fait que la nouvelle version du parti RCD de Ben Ali.

Chantiers : En quoi Ennahdha n'est pas un parti « révolutionnaire » mais bien capitaliste libéral ?

Najla : Ennahdha n'est pas au pouvoir pour instaurer la démocratie comme elle le prétend ni même pour faire régner l'Islam comme elle le fait croire aux masses populaires musulmanes, mais pour l'achèvement du plan de domination de la Banque Mondiale et du FMI sur le pays. Leur plan est assez simple à comprendre ; donner l'illusion de la religion (Barbe, hidjab, burqa, ...) tout en s'attaquant à l'économie du pays et la mettre sous domination totale de la Banque Mondiale à qui ils viennent d'emprunter 500 milliards.

Depuis déjà 2 ans, il ne fait que baratiner et parler de démocratie alors qu'en pratique, il continue la même politique économique que Ben Ali. D'ailleurs, les statistiques montrent une élévation des taux de chômage (presque 30%), de pauvreté (24,7%) et de l'émigration clandestine par conséquent.

Chantiers : Comment interpréter les assassinats salafistes de militaires tunisiens dans ce contexte ?

Najla : Les mouvements salafistes ont toujours été le bras armé des partis islamistes et la roue de secours de l'impérialisme dans les pays arabes.



Après 2 ans à la tête du pouvoir, la politique capitaliste pro-coloniale du parti Ennahdha a été exposée, ils ont épuisé leurs alibis. Par conséquence, ces agissements terroristes ont pour but la création d'un état de chaos et de violence au profit des intérêts et des projets impérialistes dans le pays. Ces agissements ont eu lieu dans cette période précisément pour intimider et démoraliser le processus révolutionnaire en Tunisie.

Mohamed Brahmi déclarait au sujet de la Syrie quelques mois avant son assassinat, sur un plateau télévisé face à un ministre d'Ennahda :

« Au ministre des Affaires Etrangères, je veux dire que nous souhaitons que la Tunisie ne prenne pas partie dans une guerre civile activée par les agences de renseignement mondiales qui ont exploité les attentes du peuple en Syrie en matière de démocratie et de changement pacifique (comme en Tunisie), en mettant de l'huile sur le feu, avec pour objectif la dislocation de la Syrie et sa neutralisation par rapport au conflit israélo-arabe. Et c'est le plus important : J'aurais aimé que la Tunisie soutienne le changement pacifique avec une opposition indépendante des services de renseignements... mais malheureusement la Tunisie a été le premier pays à « chasser » l'ambassadeur syrien. Et c'est le premier pays qui a accueilli le congrès des « Amis de la Syrie ». La révolution est quelque chose de positif ; toute violence n'est pas révolution ! »

Bientôt la victoire du peuple et de l'Etat syriens ?

Le 24 juillet 2013, le journal de la nuit de France 3 nous informait de la visite d'Ahmad Jarba chez Hollande. Suivaient des reportages sur des petits entrepreneurs syriens venus manifester leur colère à propos du blocus de l'UE nuisant à toute production normale. Résultat un peu subliminal : le nouvel homme de la Coalition Nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution, installé justement le 6 juillet 2013 dans le trône du CNFOR, est un homme de paix. Est-ce vraiment le cas ?

L'opposition armée en Syrie – ce qui est un euphémisme, car il s'agit surtout de mercenaires venus de tous les coins du monde – a subi de profondes défaites face à une solide volonté populaire, un commandement profondément attaché à la souveraineté nationale et une puissante armée patriotique. Même les soutiens qatari et turcs pour l'armement massif des « rebelles » ont conduit à l'échec. Malgré les raids israéliens, les aides jordaniens et plusieurs centaines de millions de dollars venant de l'UE et des Etats-Unis, l'Etat syrien dirigé par Bachar Al Assad résiste et progresse dans sa volonté de vaincre tous le terrorisme sur son sol. Les soldats de l'armée syrienne loyaliste, au début désorientés et mal formés face aux atrocités commises dans les villes, se sont renforcés et ré-organisés. Avec une partie toujours plus grande de la population, ils savent qu'il n'y aura plus d'Etat syrien sous la direction des soi-disant rebelles, mais certainement le retour au moyen-âge déjà vécu en Libye, sous la dominance des seigneurs de la guerre islamistes. L'opposition syrienne n'a pas d'armée de libération populaire. Il ne s'agit même pas de « rebelles » mais de mercenaires qui suivent leurs penchants criminels, leurs fanatisme religieux et/ou attendent simplement une bonne solde. Ils ont été recrutés par l'occident et la réaction islamiste contre un Etat séculaire qui se trouve dans une région riche en matières premières et stratégiquement importante.

Le prédécesseur de Jarba, Ahmad Moaz Al-Khatib, est un cadre des Frères musulmans qui a lutté contre le gouvernement d'Afey Al Assad il y a déjà 20 ans. Comme cadre et lobbyiste de la compagnie pétrolière Shell, sa carrière s'est jouée entre les pays pétroliers et leurs clients, toujours en militant contre la Syrie, où il a été arrêté en

Les ministres du pétrole syrien, irakien et iranien se sont rencontrés en juillet sur la côte iranienne pour signer un protocole d'accord dans le but de construire dans les prochaines années, et à condition que la guerre en Syrie s'achève, un pipeline régional desservant ces trois pays et le Liban, en concurrence avec le pipeline qatari-turc (soutenu par les impérialistes) dans la région. La possible victoire de l'Etat syrien et de ses alliés du Hezbollah contre les puissances objectivement coalisées du Qatar, d'Arabie Saoudite, de Turquie et d'Israël, sous l'égide des puissances impérialistes occidentales, devrait permettre pour la région toute une série d'avancées sur le plan de la souveraineté économique ; un cauchemar pour les USA et pour l'UE... mais ces puissances en crise générale ont-elles encore les moyens d'arroser les mercenaires locaux de millions de dollars pour l'éviter ?

LE MENSONGE, CARBURANT DES GUERRES DE L'OTAN

Irak 2003



Syrie 2013



Ils se foutent vraiment de notre fiote!

Assez de leurs bobards sur les « armes de destruction massive » qu' « utiliseraient » les peuples agressés qui leur résistent!

Hier, le général criminel Powell montrait au monde un flacon de poudre blanche, supposée être de l'anthrax. En fait ce n'était que de la simple farine!

Dix ans après, le va-t-en-guerre Fabius nous rejoue le même coup, en exhibant un flacon de gaz sarin. Comment le croire? Il ne s'agit peut-être ...que de sang contaminé!

2012 avant d'être amnistié. Il habite actuellement au Qatar. Dans les médias occidentaux, il est toujours classé comme un modéré, bien sûr sans mandat en Syrie.

Mais cette ligne politique n'a pas été couronnée de succès. Les procédures bestiales des différents groupes de la soi-disant Armée Syrienne Libre (ASL) pour démoraliser la population et profiter du soutien étranger n'ont pas mené à la chute d'Assad. L'accusation de l'armée régulière pour les assassinats cruels mises en scène par les « rebelles » et médiatisés en Occident, s'est révélée mensongère. Aujourd'hui, ceux-ci ne prennent même plus la peine de maquiller leurs assassinats et leurs crimes contre l'Humanité, tandis que la Cour Pénale Internationale se détourne « bizarrement » du cas syrien. Mais toujours des voix toujours plus nombreuses se lèvent contre cette guerre terroriste contre la population syrienne. Il se trouve même des politiciens pragmatiques, y compris au sénat US, pour mettre en garde contre les mercenaires fanatiques et incontrôlables. Voilà une raison expliquant les remaniements dans la Coalition syrienne.

Ahmad Jarba, diplômé de droit de l'université de Beyrouth, n'est pourtant pas un ange de la paix. Il est connu comme chef bédouin défendant les intérêts de la confédération tribale à l'Est de la Syrie en lien avec l'Arabie Saoudite. Si des médias publics lui donnent le titre de « laïc convaincu », ils veulent sûrement qu'il se démarque publiquement des fanatiques religieux discréditant l'image si soigneusement travaillée d'une opposition démocratique, humaine et libérale.

Le Parisien du 21 juillet 2013 s'apitoie sur l'ASL parce qu'elle doit maintenant aussi lutter contre les règlements de comptes barbares entre leurs djihadistes. Les Jihadistes du Front al-Nosra, émanation d'Al-Qaïda en Syrie, sont par exemple principalement non-Syriens. Dotés d'armes sophistiquées et aguerris au combat, ils sont soupçonnés de vouloir y instaurer un Etat islamique. C'est ce que veut nous faire croire *Le Parisien* pour souligner la décision de l'UE d'abroger le blocus des armes et en même temps pour justifier la décision de l'UE de placer la « branche militaire » du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes. L'entraide des pays indépen-

dants (l'aide du Hezbollah libanais à l'Etat syrien) n'est pas bienvenue pour les auteurs des guerres !

Contrairement aux difficultés des terroristes désormais étalées au grand jour, le chef de la Coalition nationale trompette : « Jamais l'opposition n'a été aussi unifiée qu'aujourd'hui ! ». Il est venu en France en compagnie de son état-major demander des armes et du soutien logistique pour la lutte contre l'armée régulière syrienne, voire contre le peuple syrien qui lutte pour son indépendance contre les ravageurs venus du monde entier avec le soutien des Etats impérialistes. Jarba compte parmi ses alliés les *Amis de la Syrie*, un groupe formé des membres d'une centaine de représentants économiques et politiques de bourgeoisies arabes et occidentales.

Le voyage d'Ahmad Jarbas en Europe, aux Etats-Unis et à l'ONU est une comédie mise en scène pour convaincre ceux qui commencent à ne plus croire au « succès » en Syrie ou suivent les politiciens pragmatiques. Une rencontre à huis clos à l'Assemblée Nationale a précédé l'accueil de Jarba chez Hollande. Il s'agit d'une tournée publicitaire pour la guerre en Syrie. Hollande, en tant que bon social-libéral, n'a promis qu'un soutien politique pour ne pas devancer les décisions US. Bien sûr, le gouvernement français est connu pour son soutien à l'opposition en Syrie, qui occupe beaucoup ses services de renseignement.

« Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. » : Même si Lénine l'a dit, il y a presque cent ans : nous sommes toujours au stade suprême du capitalisme, celui de l'impérialisme. Pour le peuple français, il est temps de comprendre que l'Union européenne et la France actuelle font partie de ce système « parasitaire ou pourrissant » qu'il faudra un jour renverser avec l'aide des autres peuples souverains, car « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre » (Marx) !

MADURO prend le relai contre la corruption et la bureaucratie!

Près de 300000 voix d'écart ont permis la victoire de Nicolas Maduro au Venezuela que le candidat libéral aux ordres de Washington a contesté en appelant à une violence qui a causé 7 morts et 61 blessés. Suite à ses appels au coup d'état, une militante du PSUV, le parti chaviste, a été brûlée vive et se trouve dans un état critique. Luisa Ortega Díaz, Procureur général de la République, a condamné les actes de violences : « On l'a brûlée vive. Imaginez un peu les niveaux d'agressivité et de violence de ces personnes. Plusieurs centres médicaux, symboles des programmes sociaux lancés par Hugo Chávez, ont été brûlés, ainsi que des bureaux de l'entreprise nationale de télécommunications CANTV, des magasins alimentaires gouvernementaux (MERCAL), des entreprises de production et de distribution d'aliments (PDVAL), appartenant à l'État ainsi que de nombreux services publics et autres commerces » dans un silence coupable des chiens de garde médiatiques. Capriles H. Radonski, le candidat de l'impérialisme US sur le sol Vénézuélien, s'était déjà exercé lors de la première victoire électorale Bolivarienne en attaquant à la tête d'un commando terroriste l'Ambassade de Cuba à Caracas pendant que des militaires félons procédaient au coup d'état contre Chavez. Cette agitation fébrile et les mensonges médiatiques impérialistes se sont éteints brusquement une fois que tous les recours ont confirmé la victoire du candidat du Bolivarien Maduro.

Tirant les leçons d'une perte de près de 685 784 voix et de 7 Etats par rapport à l'élection de Chavez 6 mois plus tôt, Maduro s'attèle maintenant à affronter ouvertement les insuffisances et manquements de la révolution Bolivarienne avec le slogan des 'trois' formules lancées par Chavez qui sont 'revoir, rectifier, ré-impulser'. Constatant avec réalisme que « notre pays ne dispose pas d'une vraie bourgeoisie nationale », que celle-ci dépend de « secteurs qui se consacrent à l'activité économique (qui) sont extrêmement dépendants du capital américain », Maduro vient de lancer 2037 projets financés par l'État dans 23 états et le district de Caracas sous le contrôle des populations mobilisées dans un mouvement participatif dénommé "gouvernement de rue".

Cette nouvelle expérience de mobilisation politique à la base du peuple pour qu'il se mêle des affaires et de la gestion politique est justifiée ainsi par Maduro lui-même : « Combien de temps notre peuple s'est-il habitué à voir le pouvoir comme un concept lointain, étrange, comme le privilège d'une élite? Et bien non : la révolution n'a d'autre sens, comme Chavez nous l'a rappelé sans cesse, que le transfert de

la totalité du pouvoir aux mains d'un peuple qui doit se former sans cesse pour cela. Nous avons assez patienté, nous devons nous réveiller, redevenir des combattants de la rue, de tous les jours... Le pouvoir du peuple, quand il ne s'exerce plus, finit par s'atrophier. Comment faire une révolution avec un peuple passif ? Le pouvoir populaire sert à faire la révolution et pas n'importe laquelle : une révolution socialiste. Ou le peuple la fait, ou il n'y en aura pas. Le pouvoir populaire doit exister partout et tous les jours, dans les états, dans les rues, au palais présidentiel. Notre nouvel Etat sera l'État communal, c'est un des axes principaux de notre programme, Chavez a exigé de lui donner la priorité (3). Nous allons redoubler d'efforts à partir du mois d'août pour construire partout la commune ». Ceci doit rappeler un souvenir aujourd'hui oublié dans le pays de la COMMUNE qui elle aussi avait remis concrètement le pouvoir durant trois mois entre les mains du peuple Parisien en 1871, c'est-à-dire à la « rue ».

Pour 'revoir, rectifier, ré-impulser' comme



l'avait recommandé Chavez lui-même avant sa mort, Maduro cible clairement :

- la corruption : « Comment est-il possible qu'à une personne âgée, à une de ces personnes que nous rencontrons lorsque le gouvernement sillonne le pays, on fasse payer 20 millions pour pouvoir accéder à une mission sociale ? Certains, ils me l'ont dit, ont payé et ils ont été effectivement inclus ensuite dans la mission ! Qu'est-ce cela veut dire ? Qu'au-dessus de ces extorqueurs il y a des hauts fonctionnaires qui couvrent ces agissements, comme ceux qu'on a arrêtés. Nous devons aller jusqu'au bout de chaque enquête et vous, les gouverneurs, qui avez mille témoins dans vos régions, faites le travail sur place, car nous avons détecté beaucoup de cas lors de nos déplacements ».

- la bureaucratie : « où qu'elle soit, et à tous les niveaux, coiffée d'un béret rouge chaviste ou dans les rangs de la droite, dans le secteur public comme dans le privé : il n'y aura plus d'intouchables. Personne ne me fera prendre des vessies pour des lanternes. Je ferai bientôt quelques inspections-surprises sur les chantiers

publics ».

- la liaison voire la fusion avec les masses laborieuses des dirigeants et responsables : « Pourquoi les ministres ne pourraient-ils pas vivre deux ou trois jours durant dans les communautés? Nous, gouvernement bolivarien, sommes du peuple, nous ne venons d'aucune élite, d'aucun groupe économique et même si nous devons nous protéger face aux menaces de l'ennemi, nous ne devons pas perdre le sens de qui nous sommes: des gens humbles, qui nous devons au peuple ».

- la lutte pour mettre la science au service du développement dans la prise en compte du potentiel naturel et du capital humain : « La biodiversité doit être pensée dans sa dimension macro-écologique. Nous n'allons plus comme le faisaient les gouvernements antérieurs recevoir les représentants de lobbies qui veulent acheter un morceau d'Amazonie. Mais pour nous qui sommes un pays amazonien, le plus incroyable c'est que nous n'ayons pas encore créé d'institut pour étudier cet immense patrimoine de biodiversité en fonction par exemple de nos besoins en médicaments, avant que ne les brevettent des transnationales. Nous ne pouvons pas attendre 15 ans, c'est aujourd'hui que nous devons prendre la décision. Créer un institut pas seulement pour produire des thèses universitaires mais pour générer des connaissances transformatrices, des connaissances scientifico-populaires : on a souvent considéré les peuples indigènes, et le peuple en général, comme ignorants alors qu'ils produisent des milliers de savoirs vitaux, mille choses. C'est d'ailleurs pour cela que les élites nous méprisent, parce qu'au fond, nous sommes des indigènes ».

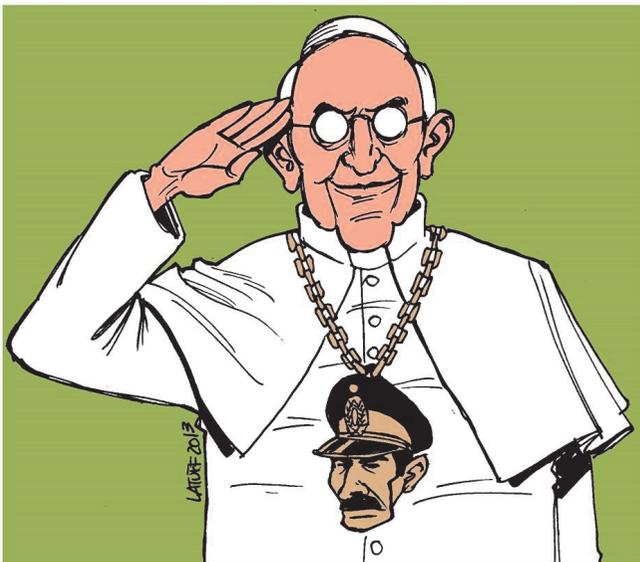
Ne peut-on pas raisonnablement se questionner sur l'avènement d'un nouveau Pape, François 1^{er}, qui eut une attitude pour le moins ambiguë sous la dictature militaire sanglante argentine suite à la mort de Chavez, tout comme son prédécesseur allemand, Benoît XVI, avait exercé dans les « jeunesses hitlériennes » ? Le précédent exemple, celui du Pape Jean Paul II avait été un fervent acteur avec Solidarnosc en Pologne du processus contre révolutionnaire qui a abouti à la défaite du camp socialiste et la restauration du capitalisme en URSS.

Le nouveau gouvernement du Venezuela fortement féminisé a pour mission d'affronter et de résoudre les grandes questions posées au peuple après les élections gagnées pour juguler la menace interne contre la révolution bolivarienne que constitue la cinquième colonne bourgeoise apatride qui obéit aveuglément à l'impérialisme Yankee.

La dictature de classe de la bourgeoisie à l'œuvre!

Les conquêtes sociales et démocratiques du XXème siècle dans les vieilles démocraties bourgeoises ont engendré au sein des couches petites bourgeoises et de l'aristocratie ouvrière une croyance béate aux « valeurs immuables de l'Etat de Droit », de « la civilisation universelle », des « Droits de l'Homme », de la « démocratie pure », des « libertés individuelles », de « la démocratie multipartite électorale ». Toute lecture critique de classe de ces concepts a été peu à peu annihilée et déclarée « ringarde », « périmée », voire « totalitaire ». Ainsi aucun lien n'est établi entre la Commune, première révolution prolétarienne de l'ère du mode de production capitaliste et l'instauration définitive de la République à partir de 1871. C'est du sang coulé par les massacres de classe subis par les Communaux qu'est née la IIIème République bourgeoise en France et le pillage l'offensive coloniale en Afrique noire, après celle en Algérie de 1830, qui a marqué le passage au stade ultime du capitalisme qu'est l'impérialisme stade suprême. La révolution d'Octobre 1917 matrice des révolutions anti-impérialistes dirigées par les communistes en Chine en 1949, au Vietnam de 1945 à milieu des années 70, à Cuba en 1959 ont été ainsi déclarées « totalitaires », ainsi que toutes les autres expériences révolutionnaires patriotiques.

Les pratiques totalitaires, les massacres et génocides du capitalisme qui avaient été réservés aux colonies ont été ré-importés en Europe par les fascismes, particulièrement le nazisme et appliqués aux Juifs, aux Tziganes, aux Slaves,



Un pape latino-américain populiste et pro-fasciste élu par le Vatican... une tactique bien connue pour tenter de déstabiliser le bolivariisme et la « théologie de la Libération » (Christianisme inspiré par le marxisme) duquel se réclamait Hugo Chavez. Le pape polonais anticommuniste Jean Paul II avait contribué à la déstabilisation du camp socialiste en Europe de l'Est dans les années 80...

[Dessin de LATUFF, dessinateur brésilien]

Y. HOLLANDE
ON ME SIGNALÉ
QUE LE PRESIDENT
BOLIVIEN E. MORALES
S'APPRÊTE À RENTRER
EN AMÉRIQUE
LATINE



aux Communistes, etc. La barbarie au centre du système impérialiste a été conçue comme ultime moyen de débarrasser l'Europe du « mal absolu », le communisme, incarné par la révolution d'Octobre, l'URSS et le camp socialiste.

Tirant les leçons de l'échec des nazis, l'impérialisme Yankee a combiné le bâton (à travers des guerres contre les peuples comme au Vietnam, le blocus de Cuba et de la Corée du Nord, les coups d'états militaires en Amérique du Sud, ceux de la françafric renforcés puis suivis de la dépendance financière par le biais des institutions de Bretton Woods (FMI, BM, OMC)) et plus tard le « droit d'ingérence humanitaire », appellation désignant les nouvelles guerres coloniales. La petite bourgeoisie et l'aristocratie réformistes juchées à la tête des organisations démocratiques et ouvrières, devenues progressivement de véritables institutions intégrées à la démocratie bourgeoise, s'en sont données à cœur joie pour relayer la propagande impérialiste contre les classes exploitées et les peuples opprimés.

Tant que la plus value tirée de l'exploitation du travail par le capital et les surprofits tirés de la spoliation des colonies, semi-colonies et pays dépendants permettaient de corrompre à grande échelle les couches supérieures du mouvement ouvrier et des organisations démocratiques dans les pays impérialistes, tant que le profit maximum permettait de faire fonctionner la « société de consommation » à crédit, ce système appuyé par les médiamensonges et l'éducation scolaire de classe pouvait semer l'illusion de la « démocratie au dessus

des classes », de « l'Etat providence », de « l'Etat de droit », des « valeurs républicaines et citoyennes », de « l'égalité des citoyens », de « la démocratie multipartite électorale », des « valeurs universelle de la civilisation occidentale », etc.

C'est tout ce substrat idéologique forgé durant des décennies qui se délite peu à peu sous les coups de la crise de la mondialisation capitaliste, de l'austérité libérale, des nouvelles guerres impérialistes, de la remontée des fascistes et de la décadence des puissances impérialistes parasitaires.

Les révélations de wikileaks, la chasse à Assange, celles de Snowden démasquant l'espionnage de tous par les USA, l'obligation d'atterrissage et la fouille de l'avion présidentielle d'Evo Morales, le piétinement et l'instrumentalisation de la démocratie de classe représentative de chaque Etat par l'UE pour bafouer l'expression de la démocratie et de la souveraineté populaire, la politique de la « raison du plus fort » des USA et de l'UE contre les Etats et pays comme la Libye, l'Irak, l'Afghanistan, la Somalie, la Côte d'Ivoire et le Mali, l'impunité pour les crimes et actes terroristes d'Israël, les diktats du FMI et de la Banque mondiale, l'alliance des démocrates en costumes cravates et des théocraties féodales enturbannées... ne sont en réalité que des manifestations de la putréfaction du capitalisme arrivé à son stade suprême.

Le monde du travail et les peuples sont les fossoyeurs de ce système économique, social et culturel moribond qui doivent accomplir l'acte de sauver l'humanité et la nature de la barbarie du capitalisme agonisant. Tenailé par ses contradictions économiques et sociales, le capitalisme tombe le masque. La lutte des classes et les luttes de libération nationale reprennent le chemin qui conduit à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le droit des nations à disposer d'elle-même et à se défendre

Emblématique était la pique envoyée en toute fin de débat, durant lequel J.L. Mélenchon venait de défendre la possibilité d'une sortie de crise basée sur la nation et non pseudo-européenne ou pseudo-mondiale, par J. Attali à ce premier : « Vous voulez faire de la France une Corée du Nord ! ». En effet, on peut tout de même prêter un minimum de sérieux au sieur Attali, il ne prétend donc pas que le niveau de vie en France pourrait descendre à celui de la Corée du Nord (qui correspond à celui d'un pays en développement), mais qu'insinue-t-il alors ? Il n'y a pas à douter des billevesées habituelles envers un pays qui refuse obstinément d'abdiquer devant les prétentions des pays impérialistes : un pays qui serait en difficulté parce que vivant en autarcie, parce que trop militarisé et donc dangereux pour la paix, parce que dynastique...

La Corée du Nord est peu ou mal connue, mais la vigilance envers les mensonges des médias occidentaux doit être de mise comme pour Cuba, les amis de Cuba socialiste (et ils ont bien raison !) savent à quel point est grand l'écart entre la réalité et la propagande contre ce pays, et pour les pays qui, à un moment ou à un autre et à divers degrés, ne s'alignent pas face au « *nouvel ordre mondial* » (Venezuela et pays de l'ALBA, Irak, Libye, Syrie, Côte d'Ivoire, Iran... sans oublier la Russie et la Chine...).

La Corée du Nord est un petit pays : 24,5 millions d'habitants pour un peu moins du quart du territoire. Sa densité de plus de 200 hab/km² est encore à surévaluer par rapport à son potentiel de terres agricoles du fait que les trois quarts du pays sont montagneux ou constitués de plateaux en majeure partie recouverts de forêts (conifères, chênes, châtaigniers, etc.), la majorité des terres arables de la Corée sont dans la partie sud capitaliste. De plus, c'est un pays régulièrement soumis aux inondations, typhons, raz de marée (qui non seulement font des dégâts immédiats mais en plus laissent les terres salées) mais aussi sécheresses... C'est ainsi que suite à ce type d'intempéries, faisant suite à la fragilisation économique due à la défaite (temporaire) du socialisme en URSS que la Corée du Nord a rencontré des difficultés alimentaires notamment les 3 ans après l'inondation de 1996 (l'ampleur réelle est difficile à estimer mais les « preuves » de famine restent à apporter surtout l'ampleur annoncée : entre 1 et 2 millions, sur 3 ans, soit 4 et 8 % d'une population qui a toujours augmenté !). Malgré des difficultés après les années 1990 (pour les raisons citées), faisant suite à une forte croissance (25 % dans les dix années qui suivirent la guerre de Corée, puis à 14 % de 1965 à 1978. Lors d'une visite à Pyongyang en 1965, Che Guevara déclara que la

Corée du Nord était un modèle dont Cuba devait s'inspirer). une reprise économique a commencé dès le début des années 2000. Ce pays est donc loin d'être exsangue avec une population laissée à l'abandon (le taux d'alphabétisme est de 99 %, pour les hommes et les femmes, et le système de santé est gratuit et relativement performant). Il est à noter que la plupart des travailleurs nord-coréens qui tentent « l'aventure » dans le sud de la Corée retournent au pays après quelques années ayant mesuré les mensonges capitalistes sur « l'El Dorado » sur-coréen. C'est un pays qui rencontre certes des difficultés mais ayant des bases objectives totalement indépendantes du système nord-coréen. Il n'est pas surprenant que ceux qui ne retrouvent rien à redire à un système qui applique ce que le peuple a démocratiquement repoussé (traité de Lisbonne) n'aime pas un système basé sur les principes de la dictature du prolétariat (dirigée par un front auquel participent 3 partis dont le Parti du Travail de Corée). Mais on peut leur reprocher le « 2 poids, 2 mesures » car entend-on régulièrement des dénonciations de la « loi de sécurité nationale », forme coréenne de maccarthysme, toujours en vigueur en Corée du Sud ? Celle-ci avait provoqué l'arrestation arbitraire de 200.000 personnes un an après son adoption en 1948 et sévit encore. Ainsi un rapport de l'ONG pro-impérialiste Amnesty International rapportent que 400 personnes ont été arrêtés pour le seul exercice non-violent de leurs droits à la liberté d'expression et d'association du fait de cette loi en 1998.

Ce pays souffre de plus, en particulier depuis la chute de l'URSS à l'instar de Cuba, d'un embargo, essentiellement des États-Unis. Les rares bases objectives de la soi-disant autarcie de la République Démocratique de Corée viennent de

là. Notamment, qui a lancé la politique (soutenue par les travailleurs de Corée du Sud mais saboté par les dirigeants pro-étatsuniens de ce pays) de réunification de la Corée ? Les Nord-Coréens ! Dans le même sens les relations commerciales avec les pays, Chine en tête, qui daignent avoir des relations saines augmentent (pour la Chine ces augmentations ont été entre 42,8 % et 78,5 % entre 2003 et 2009). Les tentatives d'isolement se situent aussi au niveau diplomatique, ainsi la France est un des rares pays (avec les USA) à n'avoir toujours pas officiellement reconnu ce pays.

L'armée occupe une grande place en Corée du Nord. Mais, d'une part, c'est une armée populaire qui est régulièrement mise à contribution pour des intérêts civils. Elle a, par exemple, été aux premiers rangs à la fin des années 90 pour redresser l'agriculture et tendre de nouveau à l'autosuffisance alimentaire. D'autre part, elle reste sous la menace perpétuelle des États-Unis, de la partie sud du pays, dirigée actuellement par Park Geun-hye, la revancharde fille de l'ancien dictateur militaire Park Chung-hee, partie dans laquelle stationnent 28.500 soldats US. et le Japon. Lors des dernières tensions entre ce pays et le trio USA-Corée du sud-Japon on a une fois de plus assisté à la vision donnant tous les droits et vertus aux pays impérialistes tandis que ceux qui s'y opposent sont voués aux infamies. La Corée du Nord n'a jamais envahi aucun pays, ni renversé directement ou non des régimes d'autres pays, au contraire des USA et du Japon, mais nos médias ont accusé la seule RPDC de menacer la paix... Par exemple, après que les USA aient transporté par un seul bombardier plusieurs missiles à têtes nucléaires suffisant pour raser toutes les villes grandes et moyennes de la RPDC, *Le Monde* accuse celle-ci

de « *renverser l'équilibre de la terre* » sous prétexte du déplacement d'un unique missile ! Lors de ces événements, Cuba, la Chine et la Russie furent parmi les rares à « *appeler tout le monde au calme* » montrant que ces pays leaders de l'ALBA et des BRICS sont actuellement les principaux et meilleurs défenseurs de la paix dans le monde. Pour notre part, nous affirmons que la RPDC a le droit de se défendre face aux provocations impérialistes y compris en possédant l'arme nucléaire. On ne pourra exiger d'elle d'y renoncer que lorsque les pays impérialistes (USA et France en tête) accepteront de s'engager dans un processus de dénucléarisation (militaire) mondial !

Droit à la RPDC à l'autodétermination et à son droit à la défense de son territoire !

Pour la réunification de la Corée sous le principe « un pays, 2 systèmes » !

Pour la reconnaissance de la RPDC par la France !

**AFGHANISTAN COTE D'IVOIRE
IRAK LIBAN LIBYE MALI SYRIE**



Prochaines cibles: Iran, Algérie, Corée du Nord, Cuba... Les pays en ligne de mire sont toujours discrédités et traînés dans la boue dans la propagande unilatérale qu'on nous impose...

NOTE DE LECTURE

LA HAINE DE LA RELIGION

Comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche

de Pierre Tévanian, Editions La Découverte
[disponible auprès du Cercle Henri Barbusse]

« La religion est l'opium du peuple : relisez Marx ! » C'est en ces termes qu'au début de l'année 2010, le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) fut renvoyé à ses chères études par un chœur politique et médiatique unanime. Le motif ? La candidature, jugée saugrenue, d'une jeune militante qui avait le mauvais goût d'être musulmane et de porter un foulard. Ce sarcastique conseil de lecture est depuis lors repris quasi-rituellement, dans l'ensemble de la gauche française, à chaque fois que des musulmans investissent le champ politique, tandis que se multiplient les professions de foi anti-religieuses.

C'est ce conseil qu'on a ici choisi de prendre au sérieux - et l'expérience se révèle passionnante. On découvre en chemin qu'il est fort difficile d'enrôler *post mortem* l'auteur du *Capital* dans la cabale éradicatrice des chasseurs de voile, d'islam ou de religion. On découvre même qu'un des grands apports du mouvement socialiste au combat progressiste est d'avoir pointé les limites du combat antireligieux issu de la tradition des Lumières, en le dénonçant comme un écueil, un idéalisme ou une ruse de la bourgeoisie. On découvre que Marx et les marxistes ont même théorisé et pratiqué l'alliance entre « celui qui croit au Ciel et celui qui n'y croit pas ». On réalise enfin la malicieuse actualité de leurs analyses : c'est aujourd'hui l'athéisme et le combat antireligieux qui peuvent être considérés comme l'opium du peuple de gauche.

Pierre Tévanian, professeur de philosophie au lycée Eugène Delacroix, Drancy (93), est co-animateur du Collectif Les mots sont importants (www.lmsi.net). Il a notamment publié *Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, *Le ministère de la peur*, *Le Racisme républicain (L'Esprit frappeur)*, *Le voile médiatique (Raisons d'agir)* et *Chronique du racisme républicain (Syllepse, 2013)*.



L'HISTOIRE OCCULTEE DES PALESTINIENS (1947 - 1953)

Sandrine Mansour Merien (Editions Privat)

[disponible auprès du Cercle Henri Barbusse]

Ce livre est un événement ! C'est une approche différente et nouvelle des conflits arabo-sionistes qui est développée ici par l'historienne palestinienne Sandrine Mansour-Mérien.

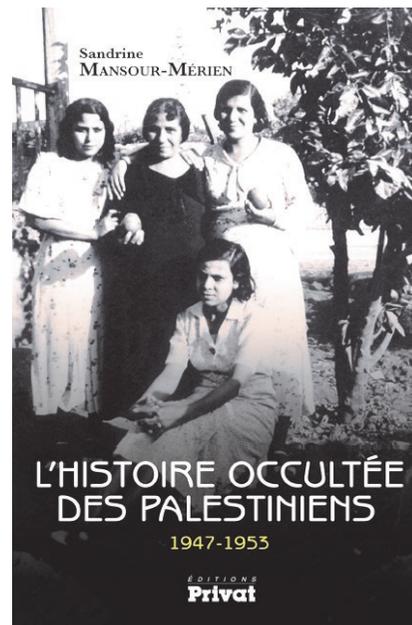
Elle replace la « catastrophe », Nakba en arabe, qui évoque le début de l'exode forcé des palestiniens en mai 1948, dans une perspective historique nourrie d'archives nouvellement ouvertes et de textes d'historiens, tant palestiniens qu'israéliens.

Sujet d'une extrême sensibilité, l'exode violent dont ont été victimes les Palestiniens est parfois occulté, souvent minoré. Ce livre entend lui redonner sa place dans l'histoire du XXème siècle.

Cet ouvrage permet de découvrir l'histoire de la Palestine en décrivant notamment « la richesse du développement local et l'importance de la population présente » avant la Nakba, en racontant l'exode de ce peuple au lendemain du vote du plan de partage.

Ce livre tente, comme a résumé Edward Saïd s'agissant de son travail, de rappeler la présence palestinienne, « de dire qu'il y avait un peuple palestinien, et que, comme d'autres, il avait son histoire, sa société, et, le plus important, un droit à l'autodétermination ».

Née d'un père palestinien et d'une mère française, Sandrine Mansour-Mérien est docteur en histoire (thèse auprès d'Henri Laurens) et chercheur au Centre de Recherches en Histoire Internationale et Atlantique à l'université de Nantes.



« Nous ne savons que trop bien que notre liberté demeurera incomplète sans la liberté des palestiniens. » 1997

ABONNEZ VOUS!

HANTIER(S)

JOURNAL DU RASSEMBLEMENT ★ DES CERCLES COMMUNISTES

Trimestriel - Abonnement 10 euros pour 6 numéros
chèque à l'ordre de la Coordination Communiste

A envoyer au 70 Avenue Salengro, 59170 CROIX

**Cours de marxisme - léninisme
Inscrivez-vous!**

Chaque année, le Cercle Henri Barbusse (RCC) organise un cycle de formation de marxisme-léninisme sur trois années, à raison d'un cours mensuel de deux heures. Ce cours est ouvert à toutes et tous; n'hésitez pas à vous inscrire! Contactez pour cela le CHB par mail: cerclebarbusse@gmail.com / ou par courrier (CHB - 52 Allée du Lotus, 59650 Villeneuve d'Ascq).